AR VRO

GWIRIONEZ

REVUE D'ETUDES

2

(nouvelle série)

Juin 1959

(ancienne série n° 19)

AR VRO

Revue trimestrielle

Directeur : Per Denez.

Comité de rédaction : P. Denez, G. Etienne, R. Pennek.

Secrétariat : R. Pennek, 132, rue de Verdun, Brest.

Trésorerie : J. Desbordes. 14, rue Colbert, Concarneau (Fin.)

C. C. P. 1493-79 Nantes

Abonnement : **1.000** *francs l'an*

Etudiants. militaires : **600** *francs*

Abonnement (sur beau papier) : **1.500** *francs*

Le numéro : **250** *francs*

N° 2 — Juin 1959

SOMMAIRE

En Avant ! ar Rener 1

L'action culturelle est-elle suffisante ? Dr. D. J. Davies 3

L'agonie de la Bretagne, Gérard Toublanc 6

Frañsez Debauvais (suite) 15

Diazez hor Stourm, Herve Kervevañ 23

Un kibboutz breton, Erwan Evenou 26

L'Heure de l'Action, R. Pennek 31

Revue de presse 33

Concours de traduction 35

Les bonnes lectures 37

On nous écrit... 38

Tour d'horizon 42

Raymond TASSEL Architecte D.T.P. - A.P. Agréé M.R.L. Tél. 44.34.79 38, Bd Gambetta, BREST

En Avant !

Nous remercions nos amis de l'accueil qu'ils ont bien voulu réserver à AR VRO. *Notre revue, nous le comprenons, était attendue. Elle répond à un besoin. Elle comble un vide qui se faisait cruellement sentir. Elle fait la synthèse de bien des efforts et de bien des opinions.*

Nous avons reçu de nombreux abonnements. Nous les espérons, à la suite de ce numéro 2, plus nombreux encore. Nos amis doivent comprendre que la base de notre action, c'est avant tout les abonnements qu'eux-mêmes, les militants, peuvent nous verser. Notre but est, premièrement, de rassembler les fidèles de l'idée bretonne et ensuite, avec leur aide et leur collaboration, de gagner à la Bretagne de nouveaux adeptes, de pénétrer de nouveaux milieux.

Car, ne nous leurrons pas, nul ne viendra offrir à la Bretagne, sur un plat d'argent, les réformes qui, seules, lui permettraient de vivre. Celles qui pourraient en faire l'un des petits pays les plus heureux du monde. Depuis des années on réclame pieusement l'enseignement du breton et la décentralisation. Nous avons eu quelques miettes, rien de plus. Et je doute fort qu'un gouvernement préoccupé avant tout de l'absorption de l'Algérie et de l'organisation d'une Afrique Noire d'expression française soit disposé à nous accorder beaucoup plus. Seul un fort courant d'opinion, appuyé par une masse populaire politiquement organisée, peut réussir là où tous, depuis la guerre, ont échoué.

Evitons de nous laisser prendre aux promesses, à la galéjade du « Demain on rase gratis ». Elles ne sont bien souvent que manœuvres pour diviser le Mouvement, pour le détourner de sa vraie voie. Méfions-nous de tous les grands appels à la croisade : il est chez nous trop de régions sous-développées pour aller en chercher ailleurs. Et n'oublions point que la meilleure manière, pour nous, de faire régner la paix, la liberté et le bien-être dans le monde, est de commencer par les faire régner en Bretagne — dans ce pays dont nous sommes et les fils et les responsables.

Et que personne ne se fasse d'illusions : c'est à notre géné-

ration qu'échoit le redoutable honneur de décider de l'avenir, que dis-je, de l'existence de la Bretagne. Nous luttons aujourd'hui le dos au mur. Ou plutôt le dos à l'abime. Tout recul est impossible. Notre langue doit être sauvée, notre pays doit être industrialisé dans la présente génération. Et c'est à nous d'obtenir le statut politique qui nous permettra de sauver la langue et de sauver le peuple. Sinon, il ne nous restera plus, demain, qu'une tombe à fleurir.

AR VRO *se met au service du grand mouvement d'émancipation du peuple breton, sans réclamer d'autre honneur que celui d'être à la pointe du combat.*

Ar Rener.

L'action culturelle est-elle suffisante ?

par le

Dr D. J. Davies

On m'a demandé si le nationalisme culturel suffisait à notre nation, et s'il est nécessaire d'avoir un Mouvement nationaliste politique.

Mais pourquoi attendre du Pays de Galles qu'il puisse faire ce que toutes les autres nations du Monde moderne ont trouvé impossible : conserver une culture nationale sans jouir de l'autonomie politique ?

« La vie de toute communauté dans ses trois aspects — politique, économique et culturel — est essentiellement une, » dit le Professeur Delisle Burns ; et nulle nation ne peut se développer normalement si cette unité est ignorée, si sa culture nationale est conservée dans un compartiment bien étanche, et sa vie politico-économique dans un autre. Or voilà justement dans quelle situation se trouve aujourd'hui le Pays de Galles, et dans quelle situation il restera, tant que notre vie culturelle sera contrôlée, en partie tout au moins, par les Gallois, et notre vie politique et économique par les Anglais. Cette division contre nature crée une division correspondante et une « disharmonie » dans notre psychologie nationale, et aucune culture nationale ne peut prospérer dans une telle atmosphère.

Dans les siècles passés, lorsque l'Etat intervenait relativement peu dans la vie des gens, les cultures nationales avaient une bien plus grande chance de survivre sous la loi étrangère qu'elles n'en ont aujourd'hui que l'Etat s'occupe de tout et que son influence est sentie partout. C'est pour cette raison que la culture galloise a pu résister jusqu'à ce jour ; mais les conditions ont changé et elle ne pourra pas se survivre bien longtemps sans le *self-government*. L'enseignement est aujourd'hui un service public et, même si on lui accorde une

certaine autonomie, il sera toujours insidieusement tenté de suivre les normes anglaises, puisqu'il est contrôlé et financé par Londres. Qui paie le violoneux choisit la musique !

A côté de l'école, la B. B. C., contrôlée par l'Etat, nous emplit les oreilles de culture anglaise, à longueur de jour et de nuit, et avance toutes sortes de mauvaises raisons pour refuser de satisfaire les demandes culturelles galloises. Mais même si nous pouvions nous fier aux écoles et à la B. B. C. pour qu'elles diffusent la culture galloise, cette culture serait rapidement paralysée dans nos districts industriels par les conditions déshumanisantes qui y règnent actuellement et auxquelles on ne peut remédier qu'avec l'aide de l'Etat.

De nos régions rurales, forteresses traditionnelles de notre culture, la population est drainée à une cadence effrayante, et ce qu'il en reste n'est plus assez fort pour défendre, sans aide, notre héritage culturel. Seule une action décisive et rapide de l'Etat, pour encourager le développement de nos industries rurales et de notre agriculture, peut arrêter cette hémorragie et restaurer l'équilibre économique sans lequel une culture nationale ne peut prospérer.

Le problème de la survie de notre culture est ainsi lié à un grand nombre d'autres problèmes, politiques et économiques, et seul un gouvernement gallois peut avoir la compétence, la volonté et la claire vision nécessaires à la solution heureuse de ces problèmes dans l'intérêt gallois. C'est uniquement dans l'âme d'un Gallois, qui est lui-même comme la cristallisation du passé de son peuple, que l'on peut trouver ce sens de l'histoire et du devenir gallois ; seul un Gallois peut sentir les aspirations nationales et ce qu'il doit faire pour les réaliser ; et ces aspirations ne pourront jamais être réalisées à notre place par un gouvernement étranger et de « seconde main ».

La culture sans le *self-government* est comme un esprit sans corps, et un esprit sans corps ne peut jouer son rôle ni s'exprimer dans le monde des vivants.

De plus, de même que la tâche de contrôler le corps éduque et discipline l'esprit, de même la culture d'un peuple s'enrichit et se discipline lorsque ce peuple est activement engagé dans la tâche de contrôler ses destinées économiques et politiques ; et la culture devient faible et languissante lorsqu'elle reste étrangère à ces activités.

D'autres nations assujetties ont compris cette nécessité, plus urgente que jamais dans le monde moderne, et voilà pourquoi

elles ont lutté avec tant d'ardeur pour obtenir leur *self-government*. Même les Juifs, que l'on a si souvent donnés comme l'exemple d'une culture nationale survivant sans organisation politique — mais dont le cas n'est pas véritablement semblable au nôtre puisqu'au contraire de nous ils ont une religion particulière et distincte pour sauvegarder leur culture et les maintenir unis — même les Juifs, dis-je, réclament un « foyer national » et une certaine autonomie ; et l'on vient cette année d'accepter les Arabes d'Irak à la Société des Nations, alors que le Pays de Galles attend encore cet organe de Gouvernement national au moyen duquel il pourrait exprimer sa culture dans tout le monde.

Il y a trois modes normaux d'expression culturelle dans une civilisation politique : de l'individu à la famille, de la famille à la nation, de la nation au monde ; et si ce dernier mode d'expression, qui est aussi le plus élevé, est supprimé, toute la culture en est atteinte. Et voilà exactement ce qui arrive à une nation privée de son autonomie politique : « Une telle nation, comme le dit Fichte, n'a même pas une histoire à elle, car son histoire est contée dans les termes mêmes de son oppresseur ». Par exemple, il serait presque impossible d'étudier l'attitude du Pays de Galles, en tant que nation, devant la Grande Guerre. En conséquence, il manque à cette nation l'un des traits principaux qui distinguent le civilisé du barbare, car c'est la caractéristique du barbare de ne pas avoir d'Histoire.

Ceux qui défendent un Nationalisme culturel sans Nationalisme politique sont des adeptes d'une psychologie démodée. La psychologie moderne reconnaît à la vie de l'homme une unité organique, qui souffre si l'un seulement des aspects de cette unité est atteint. A moins que nous ne puissions rendre à la vie galloise cette unité organique — en liant harmonieusement ses aspects culturel, économique et politique sous l'égide d'un self-gouvernement gallois — avant la fin du siècle la culture galloise ne sera sans doute plus rien que l'ombre d'elle-même.

(Extrait du livre **Towards Welsh Freedom** (1958) ; recueil d'articles du Dr D. J. DAVIES, 1893-1956.

Le texte qui précède a paru pour la première fois dans « The Welsh Nationalist » en mars-avril 1932.)

L'agonie de la Bretagne

La Bretagne parlementariste du XVIIIe siècle n'était plus tout à fait la Bretagne arthurienne, telle que l'avaient forgée ses Chanceliers, après que l'eurent faite et refaite Nominoë et Alain Barbetorte. Néanmoins, cette Bretagne-là était la Bretagne quand même, qui avait survécu au désastre de 1488 grâce à la fidélité patriotique, l'énergie indomptable et l'habileté d'Anne de Bretagne, de Pierre Le Baud, du Chancelier de Montauban, de Bertrand d'Argentré... Il faudrait citer beaucoup de ces hommes admirables qui surent faire survivre une Bretagne vaincue et que l'histoire néglige, parce qu'ayant servi une nation reléguée au rang de province.

Il nous faut savoir rendre justice plus particulièrement aux hommes bretons du XVIIIe siècle. Tout d'abord parce qu'ils opposèrent toute leur intelligence à la force brutale et surent souvent en venir à bout, mais aussi parce que des historiens partiaux et parfois ignorants leur font d'abjects procès.

Reproche-t-on à ces hommes, Hauts-Bretons dans leur majorité, d'avoir dédaigné la langue bretonne, qu'il suffise de rappeler les dotations pour des ouvrages sur la langue bretonne que votaient souvent les Etats (Dom Tallandier, etc...), et le greffe des Etats conserve authentiquement les mandements d'éditions de propagande en breton avec nomination de commissaires pour les « trois dialectes ». Mais il ne faut pas perdre de vue que le souci constant des hommes politiques bretons du XVIIIe siècle fut de défendre les droits de la Bretagne et qu'ils eurent fort peu le loisir de se préoccuper des autres problèmes de la cité. Ce n'est pas à eux qu'en incombe la faute.

Lors de l'agonie de 1789, les défenseurs de la Bretagne firent preuve de talent et de grandeur, ainsi que nous le verrons. Cette élévation trouve ses origines dans un long siècle de lutte organisée contre la France Royale déjà jacobine. Je prends le mot au sens d'impérialisme français. Le Jacobinisme français trouve sa première expression formelle dès le « *de Unione et concordia francorum* » de Desmoulins, au début du

XVIe siècle, contre lequel polémiqua d'Argentré. Cette Résistance bretonne se donna une structure organique lorsque, vers 1740, fut créé « Le Bastion », ce parti national avant la lettre, discipliné et fortement encadré, que dirigeaient deux « tuteurs » (les premiers furent MM. de Kerguiser et de Coëtanscour), dont le comte de Carné nous décrit la structure dans son *Histoire des Etats de Bretagne*. Ce mouvement était très redouté des gouverneurs royaux qui le désignaient sous le vocable de « Caballe » (Durtelle de Saint-Sauveur).

Dans « Le Bastion » l'on était à bonne école en fait de science politique : on avait derrière soi le grand Bertrand d'Argentré, l'un des plus grands juristes qui aient vécu, pratiquement le père du Droit international privé. Et on eut La Chalotais, l'auteur de la Théorie des classes, le génial La Chalotais qu'admirait Voltaire. On vivait dans cette Bretagne intelligente, que Voltaire qualifiait de « l'Etat le mieux réglé d'Europe » (Aurélien de Courson), le premier pays doté d'une constitution écrite (par le Traité de 1532 qui en « écrivit » la constitution coutumière fixée sous Jehan V).

En bref, les défenseurs de la Bretagne de 1789 furent à la mesure des circonstances qu'ils affrontaient et ils furent grands en ce péril. Mais les Robes étaient un rempart fragile contre le déferlement du nationalisme français armé de canons !

Les « Bastionnaires » étaient des libéraux qui furent pris à partie par une bourgeoisie singulièrement ploutocratique et conquérante. Depuis toujours on faisait grief à la Bretagne de posséder une législation qui, loin d'établir la propriété absolue, la rendait relative, y faisant « entorses » sur « entorses », faisant du travail une notion de prédilection favorisée contre la propriété. La bourgeoisie bretonne, anti-sociale, avait horreur de cette législation et voulait la supprimer (*cf* Planiol, Pierre Hevin, etc..., sur les problèmes du congéement). N'oublions pas que l'auteur de la loi prohibant le syndicalisme fut Le Chapelier qui combattit la Bretagne. Mais lorsque la Bretagne fut réduite, la voix de ses défenseurs éteinte, la bourgeoisie bretonne s'inscrivit elle-même d'autorité sur les tablettes de l'histoire comme la démocratie, comme le peuple qui se rend justice. Cependant les vrais progressistes sociaux avaient été à l'école de d'Argentré et de Le Balp et non dans les salons des Le Goarz de Kervelegan. N'oublions pas non plus que La Chalotais fut l'ami de Voltaire et que le Marquis de La Rouërie fut un compagnon de l'indépendance américaine.

C'est sous les lambris du Parlement de Bretagne que soufflait la démocratie.

Certes, on allègue que la Révolution s'inscrit objectivement comme une étape dans la progression sociale... Il se peut, mais c'est bien à leur corps défendant que les révolutionnaires français jouèrent un tel rôle. En Bretagne, par l'appropriation des terres communes, la dogmatisation de la propriété privée, on livra à la mendicité des dizaines de milliers d'individus, on « prolétarisa » une partie du peuple breton (voyez les études de M. l'abbé Gautier). Qu'importe que tel ou tel système range les politiciens bretons dans les catégories dites « réactionnaires », ils furent l'expression d'un peuple qui veut se survivre. Ils furent en cela la vraie démocratie. Ils furent cette expression parfaite lorsqu'en 1776, alors que l'Ordre des Communes revendiqua officiellement aux Etats la fusion avec la France, l'admirable Chevalier de Guer exprima leur refus, répétant de villes en villes et de villages en villages : « Bretons ! Vous payez douze francs d'impôts ; avec le droit commun de la France, vous en paierez vingt-deux. Au lieu de faire ses propres lois, on subira celle qu'imposera une majorité étrangère à l'histoire comme à l'esprit du peuple breton ». (Cité par Durtelle de Saint-Sauveur.)

Les hommes politiques bretons du XVIIIe siècle ne furent pas des « isolés » dans leur irrédentisme. Le peuple était leur support et nous en avons la preuve : comme les paysans qui s'étaient levés en 1675, c'est la « plèbe » qui s'insurgeait contre les « Ifs », ces magistrats gagés par Louis XV pour remplacer le Parlement ; c'est l'homme de la rue qui se battit devant l'hôtel de Cuillé, le 2 juin 1788, arrosant de sang le Contour de la Motte, à Rennes, pour sauver le Parlement ; c'est le peuple encore qui se battait avec des bâtons contre les bourgeois armés de fusils par la garnison, lors de la dernière session des Etats ; le peuple toujours, lors du rassemblement du Champ de Montmorin, l'actuel Champ de Mars, le 26 janvier 1789, à Rennes, manifestant massivement pour le maintien du Parlement. Ce rassemblement gêne d'ailleurs beaucoup les panégyristes francophiles ! On objectera que, abstraction faite de la Révolte des Bonnets Rouges, les insurrections en faveur des institutions bretonnes furent le fait des Hauts-Bretons et plus spécialement des Rennais. Cette objection, pour irréfutable qu'elle puisse être, n'est pas irréfragable, car l'admettre dans le cas de la Bretagne imposerait qu'on

l'étendit aux diverses révolutions et « journées » parisiennes qui furent le fait des habitants de Paris. Et c'est là un phénomène universel. On doit concevoir que les éléments vivant plus près du centre de la vie politique y participent plus aisément, exerçant une naturelle « leadership », ne conférant pas un caractère strictement local aux événements en cause.

La dernière session des Etats de Bretagne qui ne dura qu'un mois, du 29 décembre 1788 au 1er février 1789, condense dramatiquement l'agonie de cette Bretagne en une véritable tragédie, riche en coups de théâtre et en morceaux de bravoure, mais aussi en procédures filandreuses. Je suis en droit de parler avec un langage neuf de cette session et d'excepter aux termes doctes mais partiaux de Poquet et aux sottises de « La Bretagne Républicaine » de Ch. M. Laurent, ayant dépouillé pendant des semaines durant le registre de cette session (Greffe des Etats, Série C 2705, Archives départementales d'Ille-et-Vilaine).

Nous trouvons tout au long de cette session deux « blocs » en présence : les bourgeois du « parti français » décidés à détruire les Etats par des artifices de procédure, d'une part ; le reste des députés pour qui la Bretagne est un idéal à défendre, d'autre part. Il importe d'en retracer brièvement les événements :

Dès l'ouverture des Etats, le 27 décembre, les communes exigèrent une modification, plus avantageuse pour elles, de leur représentation. La Noblesse et le Clergé acceptaient le principe de cette modification et proposaient un débat en cours de session. Il s'agissait d'engager une procédure de réforme partielle de la Constitution. Les communes, ayant à leur tête le Sénéchal de Rennes, de Borie, déclarèrent brutalement qu'ils refusaient de concourir à la procédure des Etats. Ce geste était catastrophique en raison des circonstances et il prétexta le Décret royal de clôture du 7 janvier qui fut d'ailleurs déclaré inconstitutionnel. Cette attitude était en soi absurde, car elle empêchait les Etats de délibérer sur la réforme que réclamait le Tiers (1). Elle ne s'explique que par la volonté concertée avec « les gens du roi » de détruire les Etats et l'autonomie bretonne.

M. de Guer fustigeait publiquement la trahison des gens des communes (Registre précité, page 42) : « Vous ne pouvez donc vous le dissimuler, Messieurs, la Bretagne est menacée

de voir détruire son Assemblée Nationale. La conduite du Tiers, qu'ils n'ont voulu jusqu'à présent justifier ni défendre, paraît liée au projet de changer la constitution des Etats provinciaux. Et c'est dans votre sein même que par de tristes moyens on en cherche le prétexte ; eh bien, Messieurs, quelles seront les suites de ces entreprises contre nos droits, franchises et libertés ? Est-il un honnête homme qui voulût s'associer à une administration qui serait élevée par d'odieuses manœuvres sur les ruines de notre ancienne Constitution ? Liés par l'honneur, liés par le serment de nos ancêtres, par les nôtres à défendre la Patrie, ses droits, ses franchises, ses libertés jusqu'à la dernière goutte de notre sang, c'est ici le moment de nous remettre ce serment sous les yeux... [Ici intervient une série de prestations individuelles des députés (2)]. Messieurs, le serment que vous venez d'entendre, ce serment conservateur de vos droits, comme de ceux de la noblesse, ne doit plus vous laisser de doutes sur les dangers auxquels votre inaction et votre refus de concourir à nos délibérations exposent la Bretagne si vous persistez à vouloir obtempérer à l'arrêt du Conseil (3). Je vous conjure, pour l'intérêt du peuple qui vous est cher comme à nous, d'ouvrir les yeux et de vous unir aux deux premiers ordres pour exécuter les règlements constitutionnels ».

On a accusé la noblesse, pourtant impécunieuse des Etats, d'avoir défendu un intérêt de « classe ». Elle a peut-être bien été liée à sa tradition, mais elle était certainement loin de l'égoïsme des bourgeois, et l'on ne saurait nier la pureté de la déclaration du 12 janvier 1789 (B. Poquet : « Les derniers Etats de Bretagne », page 203) : « Considérant que les lois constitutives de l'assemblée nationale de cette province étant la base la plus assurée du bonheur des peuples qui l'habitent, tout citoyen breton doit être attaché à leur conservation plus qu'à la vie, autant qu'à l'honneur même ».

A cette image de patriotisme s'oppose cette vision de trahison que nous livre le Chevalier de Guer (« Relation des événements qui se sont passés en Bretagne », Rennes, Arch. d'Ille-et-Vilaine 113.092) : « Un arrêt du Conseil (du roi, le 7 janvier) suspendit les Etats, les députés du Tiers, qui venaient de contrevenir à la loi nationale, regardèrent comme favorable une décision qui ne renfermait qu'une légère improbation de leur désobéissance ; leurs jeunes gens se répandirent dans la ville aux cris de « Vive le roi ! ». Des feux de joie annoncèrent

que l'interruption des Etats était un triomphe pour eux ; les deux premiers ordres, apercevant le danger de cet arrêt du Conseil et l'atteinte formelle qu'il portait aux droits de la province, arrêtèrent de ne pas désemparer du théâtre et d'adresser au roi les plus respectueuses mais les plus fortes réclamations ; le Tiers se retira ». L'état d'esprit anti-breton de la toute-puissante minorité, toute-puissante parce qu'appuyée par la troupe, est illustrée dans le même mémoire : « ...La fermentation s'était accrue au point que la tribune composée de bourgeois osa troubler la délibération et manquer à l'Assemblée Nationale avec une indécence que M. le comte de Thiard (le gouverneur de Bretagne) se crut obligé de réprimer ».

A l'issue de cette séance du 7 janvier, qui ne fut pas close, séance au cours de laquelle les autorités françaises déclarèrent les Etats séparés, en violation du Traité de 1532, le comte de Botherel prononça cet appel pathétique : « C'est au nom de la patrie, c'est pour l'intérêt et la conservation de cette mère commune que dans ce moment extrême nous croyons devoir réclamer le dévouement généreux dont vous lui avez donné tant de preuves éclatantes et si glorieuses. A peine quelques mois se sont-ils écoulés depuis qu'uniquement sensibles à son bonheur et à sa gloire on vous a vus vous sacrifier pour elle, vous verra-t-on aujourd'hui, dans les nouveaux dangers qui la menacent, abjurer la sainte Union qui vous rassembla pour sa défense et la sacrifier à des intérêts que vous regretterez peut-être de n'avoir pas su concilier ?

« N'aurez-vous si authentiquement prouvé tout ce que peut une nation où règnent la concorde, le patriotisme et l'honneur, que pour vous séparer avec plus d'éclat et déchirer de vos propres mains le pacte sacré qui devait vous assurer et garantir votre existence sociale ?

« C'est dans ce moment plus que jamais que le péril effrayant de la chose publique vous sollicite et vous presse de rétablir dans votre assemblée cette heureuse harmonie qui en fit toujours la force et sans laquelle les Bretons ne peuvent que devenir le jouet infortuné des caprices du ministère. »

A l'issue de cet exorde, le président de la noblesse se leva et prononça des paroles qui « lavent » les députés fidèles de tout soupçon de conservatisme social : la noblesse acceptait la réforme des Etats et de ses privilèges d'ailleurs platoniques et relatifs. Ceci exprimé en termes couverts, mais excluant le doute. Le président de la noblesse, M. de Boisgelin, prie

« Messieurs du Tiers d'oublier, s'il est possible, les intérêts du clergé et de la noblesse moins inquiets des attaques portées à leurs endroits que du danger qui menace la province entière, et les convie de se réunir aux deux premiers ordres pour défendre le peuple en résistant à l'arrêt du Conseil qui vient d'être notifié et en se préparant par leur union à repousser les maux dont la province paraît menacée.

« Vous ne pouvez vous dissimuler, Messieurs, que la suspension de notre administration serait aussi nuisible au service du roi qu'aux intérêts de la province. Vous ne voudrez pas livrer le peuple aux malheurs qui seraient la suite funeste de cette interruption. » (Le refus du Tiers paralysait la Constitution.)

Le 1er février 1789, les troupes royales forçaient les Etats à se séparer. C'est alors que fut prononcé ce « morceau » qui résume les principes du droit constitutionnel et que l'on qualifie de « Testament » : « Il fut dans tous les temps chez les Bretons, l'expression naturelle des sentiments des citoyens, de s'assembler en corps d'Etat, d'annoncer une intention publique et générale de vouloir vivre et mourir sous l'empire des lois, anciens droits et usages. Voilà les serments de nos ancêtres. Soyons dignes d'être leurs descendants et que le même serment ne cesse jamais de nous unir pour la défense des droits de la nation, de ses intérêts, de son bonheur ».

Après, le drame s'accéléra. Le 20 mars, le Parlement prononça un arrêt, toute Chambre réunie, disposant que tout député à une assemblée étrangère doit être mandaté par les Etats de Bretagne, ceci condamnant l'élection des « députés » aux Etats généraux qu'ordonnait Versailles. Cette détermination bretonne de ne pas participer aux Etats généraux français a fait l'objet de critiques. L'attitude parlementariste est cependant logique. Accepter de se soumettre aux ordres de Versailles, qui prescrivaient de procéder à l'élection de députés selon le droit commun français, c'était renoncer « de jure » aux droits de la Bretagne ; c'était impossible pour les Etats, ils n'en avaient pas le droit moralement et juridiquement. Leur refus ne porte que sur ce point, car ils acceptaient d'y déléguer de leurs membres dans le cadre de la Constitution. Sur le plan de l'opportunité pure, on est en droit de douter de l'efficacité d'une participation bretonne aux Etats généraux. Les Etats, par leur refus, ont réservé les droits de la Bretagne

et c'est ce qui importe le plus, en droit pur cela va sans dire. En définitive, la critique adressée aux Etats est gratuite et bien fragile.

Le dernier acte officiel de la défense de la Bretagne fut l'arrêt de la Chambre de Vacation du Parlement de Bretagne qui déclare nuls, de nullité absolue, quant à la Bretagne, « tous les actes de la soi-disant Assemblée Nationale ». Cet arrêt a une portée illimitée dans le temps et dans son objet.

Après cet ultime refus de la Bretagne officielle, le seul recours subsistant était celui des armes. Il sera intéressant d'étudier par ailleurs l'action des hommes politiques bretons dans ce grand « fourre-tout » des historiens qu'est la Chouannerie, afin d'en dégager l'histoire de Bretagne positive au lieu des aspects « bleus » ou « blancs » habituellement ressassés.

La Bretagne a maintenant perdu ses institutions et c'est le comte de Botherel qui dresse le bilan, présent et à venir, en une protestation qui sera livrée à l'appréciation du lecteur (4).

CONCLUSION :

La négation de la Bretagne par des Bretons fut le fait d'une infime minorité, tels les 150 jeunes individus réunis à Pontivy par Moreau sous le vocable de « fédéralistes ». On en rachète le nombre dérisoire en les faisant passer pour « délégués » ! De plus, il y avait dans leurs rangs une bonne moitié d'Angevins. Néanmoins, cette manifestation insignifiante fonde bien des justifications francophiles !

Lors de la conférence de La Mabilais, qui établit une trêve entre les troupes de Boishardy et les « bleus », les paysans se rassemblaient joyeusement aux cris de « Vive la Bretagne », délirant de joie à la croyance que les Etats allaient se réunir (Lenôtre, « *La Mirlitantouille* »). C'est là un fait symptomatique, sincère et sans artifice, préférable aux parades de Moreau et consorts, pour définir l'attitude populaire bretonne de l'époque.

Que représentent les amis de Le Chapelier, Moreau et autres Le Goarz de Kervelegan, ceux-là qui firent la justification de l'assimilation brutale par la France, ceux-là qui appelèrent les troupes royales contre les Etats et vendirent la Bretagne aux Etats généraux improvisés « Assemblée Nationale » ? Ils ne représentaient guère qu'un millier de familles de riche et puissante bourgeoisie, moins peut-être. Eux-mêmes,

ils furent écrasés par le Jacobinisme qu'ils avaient sollicité, selon le sort commun aux renégats.

Dans la balance de l'Histoire, le « non » à la Bretagne représente moralement peu, comparé à la volonté générale, parfois un pur instinct sociologique de survie, attesté de multiples fois. Les « guerres chouannes », loin d'être la levée royaliste que l'on se plaît à minimiser, furent une self-défense bretonne de moins d'idéologie que d'instinct de conservation. La Chouannerie se compare aisément aux soulèvements Jacobites de l'Irlande et de l'Ecosse, auxquels nul historien ne conteste le caractère de réflexe national.

Les hommes politiques bretons furent parfaitement conscients de la conjoncture historique qu'ils vivaient et de leur mission. Ils étaient les dépositaires de la grande tradition des assemblées celtiques. Ils donnèrent maintes fois, dans les joutes idéologiques, la preuve d'une celticité profonde.

Le Président de la Houssaye, ce magistrat qui se rendit à Versailles pour expliquer le refus d'enregistrer les « décrets de l'Assemblée » qu'opposait le Parlement de Bretagne, lorsqu'il mesura la défaite bretonne, dut voir, dans sa contemplation intérieure, le grand réveil de l'Avenir. Dédaignant de répondre aux huées et aux insultes — Mirabeau alla jusqu'à le traiter, et les Bretons à travers lui, de « Pygmées » ! — il dit simplement : « Le refus que l'on nous reproche fera notre gloire, il honorera nos mémoires et fera l'encouragement des générations à venir ».

...La Bretagne est morte en contemplant sa Résurrection.

Gérard TOUBLANC.

(1) Il ne faut pas oublier que le Tiers Etat ne représentait pas le peuple, mais la riche bourgeoisie. La Révolution française de 1789 ne fut pas la Révolution du peuple, mais celle de la bourgeoisie (N.D.L.R.).

(2) Les députés jurèrent de ne pas servir une administration française de la Bretagne.

(3) L'arrêt du Conseil ordonnant la séparation des Etats de Bretagne.

(4) *Ar Vro* publiera dans un prochain numéro de larges extraits de la Protestation Solennelle du comte de Botherel (N.D.L.R.).

Frañsez Debauvais *

« Faire revivre Owen Morgan Edwards dans son intégrité, jusqu'à accepter tous les principes de son leadership, peut être une assez lourde tâche pour une nation par nature quelque peu sentimentale, rechignant toujours à étudier objectivement son passé, tristement dépourvue de foi en sa propre langue et lente à réaliser qu'elle pourrait être au moins aussi capable de s'occuper d'elle-même que d'autres nations ne possédant qu'une infime proportion de ses ressources économiques et intellectuelles. »

Jac L. WILLIAMS, WALES, Avril 1959.

— III —

Sur les débuts héroïques de *Breiz Atao* et la courageuse jeunesse de Debauvais, il nous faut donner la parole à Olier Mordrel et reproduire le beau texte qu'il a consacré à son ami, en novembre 1938 :

« Les débuts de *Breiz Atao* furent modestes et pendant bien des années notre existence resta précaire. De 1919 à 1921, le bureau du « canard » et celui de l'Union de la « Jeunesse Bretonne », qui ne faisaient qu'un, étaient représentés par un modeste cahier reposant sur une table et par un sous-main où se trouvaient « les lettres à en-tête ».

« A partir de 1921, nous eûmes « notre » local. Nous devions la modicité du loyer à la complaisance d'un vieil ami de mon père, feu M. Lemonnier, qui tenait pharmacie au 11 de la rue Saint-Malo. Je n'oublierai ni la rue ni le numéro. Quand Debauvais me fit les honneurs de la pièce, située dans l'arrière-cour, immédiatement au-dessus du logement de ses parents, et que meublaient quelques « impedimenta » administratifs rudimentaires, je fus pris d'une manière de vertige. *Le rêve se matérialisait.* Fañch allait et venait, toujours simple, cordial,

(*) Voir AR VRO, n° 1, page 12. — Nous signalons une erreur, page 13 ; au lieu de : « En avril 1919... », c'est « En avril 1916 » qu'il faut lire, évidemment.

m'exposant ses projets d'aménagements. Il mit à acheter notre première machine à écrire la même somme d'ardeur concentrée et d'obstination que le général Joffre à gagner la bataille de la Marne. Il n'était pas peu fier de son acquisition. Toute ma vie je me rappellerai cette vieille « Oliver » grinçante où, lui et moi, nous fîmes nos premières armes de dactylographes amateurs. Elle me reste aussi chère que le bureau mansardé du 11 de la rue Saint-Malo, aspecté sur un jardinet bruissant d'oiseaux, où, petit soldat en permission tantôt régulière, tantôt irrégulière, je fignolais laborieusement mes articles, tandis que Fañch faisait les comptes ou répondait aux lettres.

« ...De temps en temps, nous étions assistés par un camarade dévoué, un Bricler, un Théo, un Eliès, un Drezen et d'autres qui depuis ont parfois pris d'autres routes. Le plus souvent nous étions tous les deux, nous faisions alors ce qu'il y avait à faire, en commençant par le ménage. Et il y avait beaucoup à faire. Surprendrai-je quelqu'un en disant que nous étions totalement inconnus ? Vers l'été 1921, notre récapitulation avait révélé quelque 250 abonnés à la revue (mensuelle) dont près de 200 n'étaient pas à jour ! Aussi nous lancions-nous dans une propagande aussi effrénée que le permettaient nos moyens. Dans notre juvénile impatience, nous aurions voulu conquérir d'un seul coup toute la Bretagne. Le soir, sous la lampe à pétrole, nous établissions des listes et faisions des bandes, encore des bandes et toujours des bandes. Et quand nous mettions le paquet dans la boîte aux lettres, nous étions remplis de satisfaction en pensant qu'on faisait enfin « quelque chose ».

« Debauvais encore plus souvent restait seul. C'est alors qu'il nous étonnait. Qu'on s'imagine ce gamin de dix-sept ou dix-huit ans, rentrant le soir chez lui, après une dure journée de labeur, il expédiait son souper et, à l'heure où ses camarades allaient se promener, il montait, solitaire, dans le petit bureau pour y écrire des adresses pendant la moitié de la nuit.

« Cette vie était celle de tous les jours et elle dura des années.

. . . . . .

« Quand Debauvais émigra au n° 86 de la rue Saint-Malo, commença pour lui la période la plus dure et peut-être la plus méritante de son existence. Son père étant décédé, il fallut bien vivre. Sa mère se mit avec lui à vendre des dentelles sur les marchés. Parti à la gare, souvent avant le jour, avec les

colis de marchandise, il arrivait à Vitré, à Montfort, à Dinan, à Redon, où toute la journée s'écoulait à travailler debout sans un instant de répit. Et puis c'était le retour avec l'encombrant matériel. Souvent j'allais le prendre à la gare. Nous remontions vers la rue Saint-Malo, au pas de charge et tout en marchant, je pourrais presque dire en courant, je le mettais au fait des nouvelles et des événements du bureau, bien entendu. Arrivés chez lui, sa mère nous faisait le souper ou des galettes. Fañch en ce temps-là était très féru de naturisme, de régimes alimentaires et de théories d'organisation domestique...

« Tout en mangeant, Deb. lisait ou plutôt dévorait. On aurait dit qu'il voulait se venger de sa journée « perdue ». La dernière bouchée expédiée : « Au travail ! » — « N'es-tu pas fatigué ? » lui demandais-je parfois. Alors il riait de son rire silencieux et saluait sa mère d'un bref : « A tout à l'heure ». Cela voulait dire minuit ou deux ou trois heures du matin.

« Là, Deb. faisait simplement deux journées de travail. Une pendant le jour pour gagner sa vie, l'autre pendant la nuit pour le service de la patrie bretonne. Il n'y avait alors ni dactylo, ni secrétaire, ni duplicateur.

« Ces soirs-là il m'offrait la moitié de son lit. Hélas, lui, le pauvre garçon n'y restait pas longtemps. Impitoyable le réveil-matin nous crevait le tympan, à peine, semble-t-il avions-nous fermé les yeux ; Beb., sans une parole de récrimination, sautait à terre et allumait la lampe ; elle éclairait par en dessous son visage bouffi de fatigue. Il était cinq ou six heures du matin, parfois quatre heures et demie, car les trains des marchés partaient de bonne heure, et le cycle infernal reprenait.

« Il arrivait que nous ne couchions pas du tout. Nous vivions alors dans un tel état d'exaltation que nous perdions facilement l'idée du sommeil. Et quand, allant prendre l'air à l'aube, nous croisions une bande d'étudiants éméchés qui avaient passé la nuit à boire, leurs cris nous arrachaient douloureusement à notre songe éveillé. Nous nous demandions comment il était possible de vivre ainsi, lors que « Breiz Atao » existait !

« Déjà à cette époque ses amis mettaient en garde Deb., qui avait une santé de fer, contre les fatigues qu'il s'imposait. Il le savait aussi, mais il riait et marchait quand même. Il a su ce que celui lui a coûté depuis.

« Mais s'il avait pensé à sa propre vie, s'il s'était ménagé, *B. A.* aurait-il franchi le cap des années 22-24 ? Je ne le crois

pas... Je n'ignore pas qu'il n'aime guère parler de cette époque difficile, qu'il me permette cependant de le faire pour lui, car c'est la plus glorieuse. Je n'ai qu'à y songer pour qu'une insurmontable émotion m'envahisse.

« De là mon admiration pour cet homme qui a donné à la Bretagne, en chevalier, le plus précieux des biens : sa santé...

« Nous n'avions pas un budget d'un millier de francs par mois et déjà on nous accusait d'être à la solde de l'Allemagne. La revue se développait régulièrement, notre effort portait ses fruits, mais nous manquions surtout d'argent. Ce n'était pas de l'administration que faisait Deb., mais de la corde raide. Il était extraordinaire de ressources et de sang-froid. Des hommes de quarante ans n'auraient pas tenu mieux que lui. On n'en sut jamais rien, mais que de fois, devant un tiroir vide, des factures empilées sur la table, fatigués, abandonnés de tous, nous nous regardions tristement les yeux dans les yeux. Au fond de nous, montait la question : « On continue ? » Mais nous la refoulions dans notre gorge. — « Naturellement », répondaient le regard durci et les lèvres serrées de Deb. Et nous arrivions quand même à « passer ».

« Je crois que c'est cela qui fait le Chef. Quand tout s'écroule, quand tout le monde se défile et que la partie semble perdue, celui qui occupe le terrain le dernier et qui dit : *moi je reste et je continue*, celui-là est le chef. Deb. l'a été... Deb. l'a été, chaque fois que l'existence de *B. A.* fut en jeu. »

— IV —

En mars 1924, Debauvais part à la caserne : deux longues années à distraire du service de la Bretagne. Mais deux années, aussi, dont Debauvais, infatigable, saura tirer profit : il étudiera l'économie politique, l'histoire de Bretagne, l'histoire de Rennes (dont il deviendra un très bon spécialiste et sur laquelle il projetera, vers la fin de sa vie, d'écrire un volume), il maîtrisera enfin la langue bretonne. N'est-ce pas un signe des temps que cet enfant du Haut-Pays put arriver à écrire — et abondamment — un breton parfaitement naturel, et, plus tard, à en faire la langue quotidienne de son foyer ?

Le premier article en breton de F. Debauvais parut dans le n° 84-85 de *Breiz Atao* (Janvier 1926). C'est un éloge du journal populaire *War-Zao*, lancé par le courageux Loeiz Derrien, de Guingamp.

« Derrien, micherour e-unan, en deus savet *War-Zao* gant skoazell hor mignoned, kevredidi *Unvaniezh Yaouankiz Vreizh* eus Gwengamp. Stag eo ar vroadelerien gant al labour...

N' eo ket skrivet « War-Zao » evit ar vourc'hizien na tud ar c'hêrioù. Un doare garo a zo dezhañ. Yezh ar bobl e komz. Menozioù ar bobl e tispleg. Eeun eo e venozioù ha didroidell evel re an dud n' int ket gouest d' en em goll e milendall ar brederouriezh.

Breizhad pe C'hall ?

Breizhad, m' hel lavar deoc'h !

Neuze petra a ra Bro-C'hall e Breizh ? Perak komz galleg ? Perak ober brezel evit ur vro ha n' eo ket hon hini ? Perak sentiñ ouzh mistri estren ? Lakaomp Breizh da vezañ renet gant Breizhiz... »

En mars 1925, *Breiz Atao* avait lancé *Gwalarn*. En janvier 1926, il lance *War-Zao*. Debauvais y attache la même impor-

« Setu div gelaouenn ganet dindan sin emsav *Breiz Atao* : *Gwalarn* ha *War-Zao*. Disheñvel-krenn an eil diouzh eben. An hini gentañ graet evit ma vo savet e brezhoneg ul lennegezh pinvidik ha dereat ouzh faltazi an dud desket. Eben graet evit dihuniñ e-touez ar bobl karantez ar vro, balc'hder he broadelezh, hag ar youl d' he lakaat dishual : d' ober e-touez an dud diwar ar maez al labour a ra *Breiz Atao* e-touez ar studierien ha tud ar c'hêrioù.

Petra a ziskouez kement-se ? Ez eo *B. A.* ec'hon a-walc'h e emsav evit dastum tud disheñvel dre ar renk, ha pinvidik a-walc'h evit teurel had e kement tachenn ma 'z eo ret.

Piv a c'hello bremañ lavarout n' eo ket gouest hon emsav da sevel netra a vad. Ne respontomp ket dre gomzoù goullo, hogen dre oberoù, ha gwell eo »

1926 : Debauvais est démobilisé, il lui faut trouver un emploi. Il quitte sa bonne vieille ville de Rennes et va travailler comme comptable à Guingamp. En décembre, l'administration du journal s'y transporte également, et, malgré une santé déficiente, Debauvais se consacre plus que jamais à la propagande, édite une brochure rédigée pendant son séjour à la caserne (« L'intérêt breton et l'Avenir de la Bretagne »), fait une nouvelle édition de la plaquette « Le Nationalisme breton : aperçu doctrinal », et surtout s'attèle à la réalisation du pro-

gramme établi à son retour de caserne : transformation de la revue mensuelle *Breiz Atao* en journal bi-mensuel, transformation du groupe *Unvaniezh Yaouankiz Vreizh* en *Parti Autonomiste Breton* (le nom de *Parti Nationaliste* avait tout d'abord été mentionné) et préparation du premier congrès nationaliste.

C'est à Rosporden, les 10, 11 et 12 septembre 1927, que se tint ce premier Congrès qui restera célèbre, à juste titre, dans les annales du Mouvement.

« Le Congrès de Rosporden s'avère comme un succès, » pouvait écrire Marchal dans *B. A.* du 1er octobre. « Non un succès relatif comme nous pouvions sans témérité l'escompter, mais un succès tout court... Nos amis de tous âges, de toutes situations sociales, sont venus de tout le pays breton, certains au prix de sacrifices très lourds. Nous avons été à Rosporden nombreux, unis et forts. Aux séances de travail, aux meetings, à l'émouvant cortège du dimanche, derrière le grave drapeau rayé de noir et blanc, ils étaient là, les gars de *Breiz Atao*, Hauts et Bas-Bretons, mêlés, vibrants d'enthousiasme, le cœur tendu par le même espoir. Ils étaient beaucoup : c'était toute une génération nouvelle, comme la Bretagne n'en a pas connu depuis des siècles, les hommes nouveaux d'un peuple en réveil. »

A la séance du samedi matin, Morvan Marchal devait rappeler les débuts héroïques de *Breiz Atao* : « Un capital de 7 francs 50, une petite feuille de choux de quatre pages, cinquante abonnés, dix militants, un rédacteur en chef de dix-neuf ans qui, un an plus tard, s'adjoignit un administrateur de quinze ans ». Et Mordrel ajoutait : « Quand les premiers adhérents de *B. A.* se donnèrent rendez-vous au Folgoët en septembre 1919, ils furent huit au rendez-vous, et encore ne parvinrent-ils pas à se retrouver dans la foule. A Kemper, en 1924, ils étaient trente-cinq ». Au Congrès de Rosporden, c'était plus d'une centaine de militants qui venaient affirmer la tradition irréductible de la Bretagne nationale, et des délégués flamands, alsaciens-lorrains, corses, gallois, irlandais qui leur apportaient le témoignage de leur active sympathie.

C'est encore le même orateur, O. Mordrel, qui rendait hommage au « tout jeune homme penché sous une lampe fumeuse, qui écrit des bandes de journaux, répond à des lettres, fait des comptes. Il est deux heures du matin. Il ira se coucher tout à l'heure pour se relever à cinq heures. Toute la journée il travaillera dehors pour gagner sa vie... Et cela dure des années ».

Ce tout jeune homme — dont l'histoire, nous dit *B. A.*, fit monter les larmes aux yeux de plus d'un — c'est Fañch Debauvais qui va maintenant adresser la parole aux congressistes en tant qu'administrateur du journal. Il donne en pourcentage la progression du budget (1920 : 15,19 % ; 1921 : 12,76 % ; 1922 : 37,55 % ; 1923 : 17 % ; 1924 : 23,94 % ; 1925 : 25,94 % ; 1926 : 14,04 %), il annonce l'émission d'un emprunt (150 actions de 100 francs) pour assurer au Mouvement la base financière indispensable, et appelle tous les militants à redoubler d'efforts pour diffuser le journal bi-mensuel que le parti va imprimer.

Le soir, 700 personnes assistent à un meeting enthousiaste présidé par Maître Feillet, Yann Bricler et Yann Sohier, au cours duquel des saboteurs seront mis en fuite par un service d'ordre hâtivement constitué sous la direction du champion de lutte bretonne Deyrolle, et à l'issue duquel une motion de confiance aux nationalistes sera votée, en présence d'observateurs envoyés par le Parti Démocrate, l'Action Française, la S.F.I.O. et les syndicats.

Le lendemain, une gerbe sera déposée au monument aux morts en hommage « aux 250.000 Bretons victimes de la guerre », et un banquet aura lieu sous la présidence de Frañsez Vallée, avec la participation de tous les délégués des pays amis. Le Président De Valera s'était excusé, mais de nombreuses personnalités irlandaises, galloises, flamandes, alsaciennes et corses étaient présentes, et c'est au chant du *Vlaamsche Leeuw*, du *Soldier's Song*, de *O, Strassburg* et du *Bro-Goz* que le congrès se terminera.

Le Congrès de Rosporden prouva indubitablement le sérieux et l'importance du mouvement national en Bretagne. Trois faits marquants semblent s'en dégager. C'est, tout d'abord, l'affirmation d'une communauté et d'une fraternité celtiques, par la présence de délégués représentatifs des pays celtes et leurs remarquables interventions. Le Congrès Celtique existant depuis longtemps, il fut sans doute jugé inutile de créer une organisation celtique à caractère politique (dont pourtant le besoin se faisait et se fait toujours sentir), mais une fois de plus était affirmée l'unité du monde celte.

Le deuxième fait marquant fut la création du *Comité Cen-*

tral des Minorités Nationales de France. C'était l'époque où les autonomistes alsaciens-lorrains étaient soumis aux attaques du gouvernement centraliste de Paris, et *B. A.* s'était lancé à leur secours, tout comme à celui des patriotes catalans du procès Macia, en janvier. En date du 12 septembre, la solidarité des Bretons, Flamands, Alsaciens, Basques, Catalans, Corses et Occitans était proclamée par la création du *Comité Central des minorités,* et par la déclaration signée de Mordrel et Marchal au nom du P. A. B., Paul Schall au nom du *Heitmatbund* alsacien et du *Elsass-Lothringisch Autonomisten Partei,* et Petru Rocca au nom du *Partita Corsu Autonomista.* La présence de Frans Wielders était une garantie de la future adhésion des Flamands de France. Plus tard, le Comité devait éditer un bulletin, transformé ensuite en *Peuple et Frontières,* qui fut l'une des premières revues interdites par le gouvernement Daladier en 1939.

Enfin, c'est à Rosporden que fut définitivement annoncée la création du *Parti Autonomiste Breton,* qui remplaça et élargit l'U. Y. V. présidée par Mordrel, et dont les vice-président et secrétaire étaient Debauvais et Bricler. L'U. Y. V. ne subsiste plus que comme mouvement de jeunes et, en fait, disparut assez rapidement. Le P. A. B. se donnait une large base populaire et une intelligente organisation : à la tête du Parti, un Comité Directeur assisté d'un Conseil Politique ; à la tête du journal, un Comité de rédaction ; dans chaque section, un Cercle d'Etudes Celtiques dirigé par *Gwalarn,* un groupe féminin et un groupe de défense entraîné militairement et sportivement. Quant aux buts du Parti ils étaient ainsi définis : « Le P. A. B. réclame pour la Bretagne un gouvernement particulier doué de toute la souveraineté compatible avec le maintien de la Bretagne dans les frontières de l'Etat français ou, dans l'éventualité d'une Fédération européenne, avec la discipline fédéraliste ».

Le Congrès de Rosporden avait consacré le Mouvement, tant sur le plan breton que sur le plan international. L'humble enfant du Pays de Rennes, F. Debauvais, pouvait se dire avec fierté qu'il en avait été le principal artisan, et que ni les privations, ni les sacrifices, ni les inévitables déceptions des années de jeunesse n'avaient été vains.

(à suivre.)

DIAZEZ HOR STOURM

gant

Herve KERVEVAN

Atav, hag un dra vat eo, eo bet douget an emsaverien vreizhat da gudennoù an arboellerezh. Met ur riskl a welan en doare ma vez graet hiziv war-dro ar c'hudennoù-se. N' emañ ket mui an arboellerezh e servij ar vroadelouriezh. Tud 'zo hag a ra zoken van da grediñ n' eus nemet interestoù danvezel da zifenn e Breizh. Peseurt disoc'h a zo d' an emzalc'h-se ? Lezel kudenn Vreizh hec'h unan a gostez rak bez e c'heller kreskiñ pinvidigezh ha hoal-vat pep den a zo ganet e Breizh hep derc'hel kont eus Breizh evel bro. Ma kav an holl Vretoned labour ha plasoù mat e Pariz, Lacq pe e Hassi Messaoud n' hor bo mui ezhomm da glemm. Petra ' vern ma n' eus anezho nemet Gallaoued ken-eskemmus ha n' eo ket ur bobl diouti hec'h unan ? Daoust hag ar Sahara — evel Aljeria ! — n' eo ket Bro-C'hall hec'h unan e-giz ma embannont ? N' eus ket a zivroerezh e diabarzh ar memes bro ha ne oufemp-ni klemm maz a ur Breizhad da c'hounit e vara e Brest kentoc'h eget e Kemper pe e Roazhon (1).

Kentañ tra a ranker diskleriañ mat, eta, eo e tifennomp Breizh evel broad. Ur vuhez dereat a fell deomp reiñ d' ar Vretoned, ya, gwir eo, evit m' o devo c'hoant da chom en o bro avat, da lavarout eo evit ma vevo broad Vreizh en diwezh : mad pennañ ar Vretoned eo o broadelezh ha stourm a reomp ouzh an divroerezh peogwir e lazh hor spered bro. O tiwall hor breizhadelezh, a-hend-all, e fell deomp mirout ivez na zeufe ar Breton da vezañ un « animal economicus » bennak a c'heller dezougen n' eus forzh pelec'h evel chatal.

Degouezh an Naoned a ziskouez ivez pegen diboell eo degemer an arboellerezh da ziazez hor stourm. Rak en anv an

(1) Tonket eo da galz tud diwar ar maez dont e kêr hag an ijinerezhioù a zedenno anezho a vo lec'hiet e-barzh kêrioù bras a-walc'h alies. Adstummadur ar barnerezh e Bro-C'hall nevez zo he deus barnet d' ar marv kalz a gêrioù bihan.

ekonomiezh e fell d' ar C'hallaoued distagañ an Naoned diouzh Breizh. Mat. En anv an istor hag unded ar vroad vreizhat eo e ranker respont dezho. Ha n' eo ket goulenn ma vo staget ouzh Breizh tammoù eus Bro-C'hall a stok outi abalamour da n' ouzon peseurt unded arboellerezhel da virout etrezo. M' en em lakaer war dachenn an arboellerezh evit goulenn an anschluss-se, a ranker en diwezh degemer barnedigezh an arboellerezh, pe kentoc'h hini an ekonomourien : ha peogwir ne zalc'h kont ar re-mañ nemet eus interestoù an dud a arc'hant hag a beadra, ar gapitalourien bourc'hizion c'hall an Naoned, n' eus arvar ebet da gaout diwar-benn o barnedigezh.

Ne gomprenan ket e gwirionez penaos e c'hell ar Vretoned ober eus an arboellerezh dioutañ e-unan merk-dianaout kudenn Vreizh. Disoñjal a reont ez eo bet doareet an arboellerezh a-viskoazh gant ar politikerezh.

Kounomp : komunouriezh, sokialouriezh pe frankizouriezh n' int lakaet da dalvezout e nep stad nemet da heul un dibab politikel rik e ve.

Petra a zo muioc'h enep-arboellerezhel, a-hend-all, eget ar grugell-verien a zo bet savet en-dro d' ur gêr vihan a wechall hag a sun holl c'hounid ur stad vras, Pariz a fell din lavarout ? Abalamour d' ar greizenn arboellerezhel dinatur-se ez eo bet savet holl hentoù douar hag hentoù-houarn ar stad c'hall : pa ouezer, avat, pebezh pouez o deus ar re-mañ er vuhez arboellerezhel e c'hellfed asuriñ ez eo dinatur a-grenn arboellerezh ar stad c'hall penn-da-benn.

Daoust ha natur eo ivez underioù ekonomel evel ar Beljik, an Izelvroioù, Luksembourc'h, Danmark, Norvegia, Sveden, hep kontañ Iwerzhon ? Daoust hag, ivez, n' eo ket bet savet Kumuniezh Europa Evit Ar Glaou Hag An Dir (K.E.G.D.) ha Kumuniezh Arboellerezhel Europa (K.A.E.), da lavarout eo, ar C'henvarc'had, e sell ur mennad politikel anzavet fraez, unvanidigezh Europa ? Daoust hag, ouzhpenn-se, an unded arboellerezhel etre ar Mozel hag ar Sar (1) a zo bet un dra all estreget un digarez da brientiñ diwezhatoc'h stagidigezh ar Sar ouzh ar stad c'hall ?

Daoust hag, erfin, raktres arboellerezhel Konstantin n' eo

(1) An arguzenn a c'hell bezañ distroet d' ar gêr gant an Alamaned evit stagañ ar Mozel ouzh ar stad alaman. Amañ e kaver bepred digarez al « Lebensraum » ijinet gant Hitler hag implijet goude-se gant e drec'hourion.

ket diazezet war ur pal politikel embannet d' ar pevar avel, enframmañ ekonomiezh Aljeria e-barzh hini ar stad c'hall ? Kement-se a ziskouez a-walc'h ez eo ar politikerezh an hini eo a ren an arboellerezh. Sav boent Breizhiz, eta, diwar-benn kudenn an Naoned a zle bezañ politikel rik.

An digarez diwezhañ da ziazezañ an Emsav war an arboellerezh eo ez eo dedennet an dud muioc'h gant an ekonomiezh eget gant ar sevenadurezh pe ar politikerezh. Prest e vefent da vervel evit kaout un tammig muioc'h a amann war o bara, a lavar deomp ar Furion, hogen ne rofent ket dek gwenneg evit ur mad speredel. N' o deus ket kalz a istim ar re-se ouzh natur Mab-den, a gav din.

An dra-se a ziskouez, adarre, ne gomprener ket mat an traoù. Evit ma teufe dienez an dud da vezañ un nerzh-luskañ en ur stourm e ranker kaout daou ziviz : da gentañ e tle an dienez-se bezañ tost d' ar reuzeudigezh evit ul lodenn vras eus ar poblañs ken e teufe da vezañ dic'houzañvus ; d' an eil, e tle an dienez-se bezañ stag e spered an dud ouzh keal ur gwaskerezh eus ur gumuniezh war ur gumuniezh all. Arabat eo disoñjal hini ebet eus an daou ziviz-se pa reer war-dro arboellerezh Vreizh hag e-lec'h pouezañ war draoù, dister a-wechoù, a c'hoarvez war dachenn ar barrez, e ranker diskouez, er c'hontrol, stad reuzeudik Breizhiz dre vras. O troukveskañ, a-hend-all, degouezh Breizh gant hini rannvroioù zo eus Bro-C'hall, e-ser ar raktresoù aozet gant ar stad c'hall, e virer ouzh ar Vretoned da veizañ ez eo gwasket o c'humuniezh gant ur gumuniezh all. Hogen n' eo nemet en deiz m' o devo komprenet ar Vretoned ez int ur bobl e klaskint gouzout pelec'h emañ o mad. Dlead kentañ an emsaverien e Breizh eo eta dihuniñ an emskiant-vro.

He fouez he deus an arboellerezh el labour evit dihuniñ Breizh. Arabat, avat, ober fae war an istor, war ar yezh, war ar geltelezh : ken ret eo an eil tra hag egile. Hag aon em eus n' eo ket mui asur a-walc'h sturvenozioù an emsav en deiz a hiziv na sklaer a-walc'h e bolitikerezh. Ret e vo ober un adwel aketus da ziazezañ hor stourm ma fell deomp skeiñ spered an dud, dedennañ ar stourmerien ha reiñ fiziañs. En doare-se hepken e c'hello bezañ adsavet ur vroad e Breizh.

Un kibboutz breton

Depuis 1948, le jeune Etat d'Israël n'a cessé de nous émerveiller par son énergie extraordinaire et ses réalisations étonnantes. Pour nous Bretons qui voulons relever notre civilisation celtique, quel exemple que celui de ce peuple qui, lui, avait perdu jusqu'à sa terre et sa langue, et, sur un territoire plus petit et moins peuplé encore que le nôtre, a su faire revivre sa culture nationale !

Parmi les réalisations israéliennes qui ont trouvé le plus d'échos en Bretagne est cette communauté agricole du kibboutz. Un kibboutz breton, ne serait-ce pas ce dont nous avons le plus besoin ?

Qui pourrait en effet nier la nécessité d'un changement ou d'une innovation au sein de notre mouvement culturel ? Jusqu'à présent, nous avons lutté âprement pour la sauvegarde et le développement de notre civilisation propre. Pour la vivre, des militants remarquables fondent des familles bretonnantes. Pourtant, notre langue meurt et la Bretagne agonise. Notre littérature moderne est souvent inconnue des Bretons eux-mêmes. Notre culture ne fleurit que pour une caste d'initiés, pour les autres elle est morte... Pourquoi ?

Considérons les familles bretonnantes : disséminées de part et d'autre, elles sont noyées dans un milieu francisant ; la langue du logis est le breton, mais elles ne peuvent pas réaliser pleinement notre civilisation. Seule une communauté véritable permettrait d'atteindre à un tel but.

D'autre part, jetons un regard sur notre lutte : les militants bretons sont dispersés non seulement en Bretagne, mais à l'extérieur, voire dans le monde entier. Comment dans ces conditions pouvons-nous espérer une action unie ? Seuls, chacun de notre côté, que pouvons-nous faire de grand ? Il est clair que notre force réside dans une union effective, dont nous disposons en puissance, mais que nous n'avons pas su, ou pas voulu, réaliser.

Enfin notre tâche est réellement immense : « rebretonniser » notre pays, ou du moins la Basse-Bretagne, voilà un but qui, pour être légitime, n'en est pas moins fort haut. Or, pour

atteindre à de tels buts, il nous faut des moyens en proportion. C'est ce dont nous ne disposons guère à l'heure actuelle.

Et si nous y pensons bien, ce travail de réveil et de relèvement que nous nous sommes fixé est, dans les conditions présentes, démesuré. C'est pourquoi nous ne pouvons obtenir de résultats importants. Aussi devons-nous changer un peu de vue : au lieu de nous atteler corps et âme à une tâche trop large pour nos forces, attachons une partie de nos efforts en un point unique. Autrement dit, fondons pour notre pays malade une cellule de régénération.

« Quand une maison est vermoulue de fond en comble, » lit-on dans la revue « Sturier Bleimor », qui la première ouvrit ses pages au projet du kibboutz, « ce n'est plus le moment d'essayer de la replâtrer : il est plus sage de s'en éloigner pour qu'elle ne nous tombe pas sur la tête. Ainsi, il est une époque où l'on ne peut plus réformer. Il faut alors détruire pour reconstruire. » Nous devons donc bâtir une nouvelle Bretagne pour sauver la Bretagne tout court.

Ainsi nous apparaît clairement une nécessité urgente : il nous faut réagir, repenser notre action sans nous perdre dans des questions de détail ou simplement secondaires : nous devons mettre sur pied la communauté bretonne véritable qui nous permettra d'unir nos forces ; constituera un noyau solide dont les membres seront des Bretons complets ; enfin, qui sera pour notre pays la cellule de régénération qui le sauvera de la mort.

Si nous sommes persuadés de cette nécessité, rien ne saurait nous arrêter dans l'élaboration du centre que nous projetons. Il ne nous reste plus qu'à étudier ce qu'il devra être.

Bien entendu, la communauté doit être complète, elle doit être communauté de travail. En effet, fonder une simple cité, ce serait nous engager à passer la journée entière dans un milieu plus ou moins francisant. D'autre part, le travail est le plus grand facteur d'union qui soit, c'est lui qui établira le plus vigoureusement l'entente et l'amitié entre les membres du centre. Enfin, il apportera aux travailleurs une assurance précieuse : ils sauront dorénavant que leur labeur sera produit pour la communauté, pour la Bretagne ; ils y puiseront leur force de militant, ou plutôt ils seront enfin militants du matin au soir.

C'est là que l'exemple israélien du kibboutz peut nous intéresser au plus haut degré. Il est difficile de se lancer dans

une voie nouvelle sans une certaine incertitude. Mais lorsque d'autres nous ont précédés — quand même ce serait à l'autre bout du monde — quel encouragement pour nous et de quelle assurance nous disposons déjà !

Qu'est-ce au juste qu'un kibboutz ? Comme nous le voyions tout à l'heure, c'est une communauté agricole. Le nombre de ses membres est variable : il peut être de 50 au début et peut atteindre 5.000. Lorsque le centre est trop peuplé, il se scinde en deux, et une partie de ses travailleurs va en fonder un autre plus loin. Le kibboutz dispose d'un territoire étendu (mettons une vingtaine de kilomètres carrés, pour donner un ordre d'idée). C'est donc un peu l'équivalent de nos communes ou de nos *plous* anciens.

L'organisation sociale est communautaire. Les hommes travaillent la terre par équipes ; de temps à autre, certains se préoccupent en outre de construire de nouveaux bâtiments, de réaliser de nouveaux aménagements, car tout se fait avec les moyens du bord. Les femmes, de leur côté, accomplissent les travaux qui leur conviennent davantage, s'occupent de la cuisine, du linge, etc... Les enfants vivent également ensemble, sont instruits ensemble, mangent ensemble, dorment ensemble.

Les adultes prennent aussi leurs repas en commun, mais disposent évidemment d'un logement privé : les célibataires ont une chambre, les couples deux pièces. A partir de 17 ans, les jeunes deviennent des travailleurs et bénéficient du régime des adultes. Comme on s'en rend compte, la vie familiale est assez réduite : les parents peuvent avoir leurs enfants avec eux deux heures par jour.

Enfin, la règle communautaire s'étend à la propriété : les membres du kibboutz ne possèdent que leurs effets personnels.

Il ne faudrait pas mésestimer le travail accompli par les kibboutzim : on doit songer à cette terre aride que les premiers arrivants ont le plus souvent trouvée et qu'il a fallu irriguer, à ces marais qu'il a fallu assainir, et à tant d'autres difficultés certainement dont les travailleurs sont venus à bout.

C'est pour cette raison que nous ne devons pas craindre de projeter la fondation d'un kibboutz en Bretagne. Car, que notre pays nous est favorable en comparaison des terres que les Israéliens ont eu à mettre en culture ! Que de difficultés nous aurons la chance, nous, de ne pas avoir à surmonter ! Ce que d'autres ont réalisé au milieu des pires obstacles, pourquoi ne pourrions-nous pas le réaliser, nous aussi, Bretons, qui avons bien plus d'atouts de notre côté ?

Certes, il ne s'agit pas de copier servilement l'institution israélienne. Un peuple ne gagne jamais à en copier un autre. Nous devons, en nous inspirant de cet exemple, élaborer quelque chose de neuf et aussi, avant tout, quelque chose de breton, c'est-à-dire de conforme à nos traditions, à notre esprit, à notre caractère.

Tout d'abord, il serait vain et peu souhaitable, à mon sens, de pousser le caractère communautaire du centre aussi loin que l'ont fait les Israéliens. Ainsi, par exemple, il ne pourrait être question chez nous de supprimer le foyer familial. D'autre part, une discipline trop stricte est également à rejeter : le Breton a une personnalité individuelle trop forte pour s'y plier, et cela peut être un bien. Au contraire, les règles de notre communauté devront être assez lâches et en tout cas toujours librement acceptées. Notre solidarité traditionnelle devra prendre le pas sur l'autoritarisme militaire. Enfin, le kibboutz sera devenu « kendrev » ou « kendrevad », pour employer les termes proposés par *Sturier Bleimor*.

Voyons à présent de plus près ce que pourra être cette « kendrev » à la fois économique et culturelle. Du point de vue économique, une première question se pose : le centre sera-t-il agricole ou industriel, ou encore conciliera-t-il les deux aspects ? Pour ma part — et je pense que beaucoup seront de cet avis — ma préférence va immédiatement à la solution agricole. En effet, le travail des champs et de la ferme est sans doute le plus sain ; mais c'est également celui qui nous rapproche le plus de notre terre ; et s'il est plus rude, il n'en unira que plus fermement les membres de la communauté. D'autre part, il nous sera facile de trouver des terres à des prix modiques dans les régions les plus pauvres de notre pays — dans le Poher (Cornouaille intérieure) par exemple. Nous saurons les mettre en valeur : encore une fois, les Israéliens avaient pire. On pourra objecter des difficultés économiques. Mais l'élevage et une certaine polyculture, courants chez nous, nous permettront de nous nourrir en partie par nous-mêmes.

Enfin, la kendrev sera un centre culturel. Comme nous le disions plus haut, la seule langue employée quotidiennement y sera le breton. Cela ne doit inquiéter personne : n'importe qui, plongé dans une telle atmosphère, parviendra très vite à s'exprimer dans notre langue. D'autre part, on y organisera des activités culturelles, des veillées traditionnelles, etc... Enfin, les intellectuels auront toutes les possibilités, en dehors

des heures de travail et spécialement aux périodes creuses, de s'adonner à leurs études ou travaux personnels. En ce qui concerne les enfants, ils seront évidemment instruits, au degré de l'enseignement primaire et même au delà, chez nous, dans notre langue et dans un esprit celtique.

Enfin, la kendrev ne se fermera pas sur elle-même. Elle devra au contraire s'ouvrir aux rapports avec le peuple. D'où une nécessité primordiale : s'installer en pays bretonnant. Dès lors, nous ne devrons rien négliger pour entrer en contact avec la population environnante, organiser avec elle des fêtes bretonnes, etc... En outre, notre communauté devra chercher à étendre son influence sur tout le pays. Loin de nous séparer du peuple, nous devrons conserver et développer des liens avec lui, sans oublier les élites et les milieux étudiants.

Voilà un beau projet en définitive, dira-t-on, mais comment le réaliser ? Or, il suffit en fait pour commencer de quelques terres, en s'assurant seulement de pouvoir s'étendre par la suite. Le premier été, de nombreux jeunes militants en congé restaureront de vieilles maisons ; puis il suffira de quelques volontaires pour débuter. L'été suivant, des jeunes pourront venir aider à nouveau aux travaux, de sorte qu'un échec est difficilement pensable. Dès lors, le petit domaine pourra s'agrandir. Ses bons débuts rassureront beaucoup de militants qui viendront alors se joindre aux premiers. La kendrev se développera.

J'ai parlé de l'aide apportée par des jeunes en congé. On peut penser plus largement à tous ceux qui, périodiquement, accepteront de venir travailler dans la communauté. Songeons en particulier aux étudiants ou encore à certains militants tenus dans leur profession : ceux-là pourront prendre part à la vie de la kendrev de temps à autre : ce seront les stagiaires. En fait, ils formeront sans doute une part importante des travailleurs du centre. Non seulement ils apporteront leur aide à la communauté, mais encore ils vivront eux aussi pendant quelque temps la civilisation bretonne, et apprendront. Enfin, ils reviendront du centre enrichis et encouragés dans leur action.

Espérons donc que de nombreux Bretons s'intéresseront à ce projet. Alors, il sera possible de mettre rapidement la kendrev sur pied. Notre pays, hélas ! n'attend pas...

Erwan Evenou.

L'heure de l'action

Le premier numéro d'Ar Vro nous a valu un abondant courrier dont le contenu est un précieux encouragement à développer notre action.

Une lettre, une seule, exprime le regret de voir apparaître « une revue de plus » sur la scène bretonne. L'éditorial de notre premier numéro répondait par avance à notre correspondant inquiet : la presse bretonne s'est consacrée depuis quinze ans à la langue, à l'économie, au folklore. Mais il manquait une revue d'études plus générales, se situant « dans la ligne » et se penchant sur l'ensemble du Problème Breton. C'est cette lacune que nous avons voulu combler et les premières réactions enregistrées nous confirment dans notre certitude que notre initiative répond au vœu d'un grand nombre de Bretons.

Car la Bretagne continue. Jamais nous ne désespérerons de son avenir. Si nous entrons en lice aux côtés de nos camarades qui depuis des années travaillent sans relâche au redressement économique et culturel de notre pays, c'est dans l'espoir que notre action contribuera à hâter la Résurrection de la Bretagne.

Vous, les « Anciens », rappelez-vous l'enthousiasme qui imprégna votre jeunesse. On dit parfois que cet enthousiasme vous a quittés. Je n'en crois rien. Votre réaction à la parution d'Ar Vro apporte à cette allégation défaitiste le meilleur démenti. Déjà nous sommes sûrs de votre appui actif. Soyez certains que l'équipe qui anime cette revue a pleine confiance en vous et qu'elle entend travailler avec vous. Dans le Mouvement Breton, chacun doit demeurer en service actif.

Et vous, les Jeunes, qui n'avez pas vécu l'épopée de vos aînés, venez à nous, venez écrire une nouvelle page à l'Histoire déjà longue et glorieuse de notre Patrie. Notre but n'est pas d'innover, mais de continuer !

■

Un Breton est en prison depuis un an : Joz Yann Gourlet. Les quotidiens paraissant en Bretagne n'en soufflent mot. Et pour cause ! Seules quelques rares revues bretonnes ont exposé le cas de notre compatriote malheureux. Dans ces ténèbres qui enveloppent la Bretagne, combien sommes-nous à oser clamer la Vérité ? Vous qui aimez votre pays, vous qui voulez son salut, aidez-nous. Il faut qu' Ar Vro *trouve audience dans toute la Bretagne. Il faut que l'on connaisse la Vérité. Cela, amis, dépend de vous. Faites-vous les propagandistes d'* Ar Vro. *Signalez-nous des compatriotes que notre revue peut intéresser. Contribuez à offrir des abonnements de propagande. Donnez-nous la possibilité de faire d'* Ar Vro *un mensuel... en attendant mieux ! L'aide financière * que certains lecteurs nous ont spontanément accordée, cette marque de confiance et d'amitié d'un bon nombre d'Anciens, qui dans le passé ont fait leurs preuves et nous donnent maintenant leur sympathie, doit se généraliser.*

Amis, ce n'est plus « l'heure des danses », mais l'heure de l'action !

R. Pennek.

* Trésorerie : M. J. Desbordes, 14, rue Colbert, Concarneau. C.C.P. 1439-79 Nantes.

NOUVEAUTÉ

Traduction de la Bible en breton

VIENT DE PARAITRE

AVIEL SANT MARK

400 francs franco.

Mlle SAINT GAL DE PONS
Louannec — (Côtes-du-Nord)
C.C.P. 519-40 Rennes

Revue de presse

NOTE : *nous mentionnerons ici les publications bretonnes qui veulent bien nous faire la même amabilité.*

★ **PENSEES D'UN JEUNE NATIONALISTE BRETON.** — La BRETAGNE REELLE vient d'éditer sous ce titre sept très valables pages signées Alan ar Gow. Cette brochure prend place dans une collection qui ne manque pas de bons titres : puis-je rappeler, par exemple, *La Galerie Bretonne* de La Bénelais, et les *Etudes économiques* de R. Tugdual ? La B. R. annonce pour bientôt un texte de A. Le Banner, « Du Ralliement aux Causes victorieuses ». Il serait à souhaiter que la direction de la B. R. puisse baisser un peu le prix de ses brochures pour leur permettre une plus grande diffusion. (Polycopié. — N° 96, 250 F. — C.C.P. Bretagne Réelle, Merdrignac, 754-82 Rennes.)

★ **AR BED KELTIEK.** — Vivante et intéressante revue mensuelle, en langue bretonne, de la Section Bretonne du Congrès Celtique international. Par ses textes simples et bien choisis, elle est la revue idéale de tous ceux qui apprennent notre langue. — G. Dubourg, Vieux-Marché (Côtes-du-Nord). C.C.P. 1831-74 Rennes. 700 francs l'an (polycopié).

★ **LABOUR, Etudes Travaillistes.** — Remarquable effort de la « Convention Malouine », LABOUR, qui en est à son n° 3, s'efforce, sous la direction de G. Toublanc, de pénétrer dans les milieux syndicalistes bretons. De très bons articles dans tous les numéros. *Labour* accorde à la langue bretonne la large place qui lui est due et commence, avec ce numéro, la publication d'un supplément breton d'une dizaine de pages, sous la direction de Alan Toravel. L'écrivain Alain Guel vient de donner à *Labour* les premières pages d'un « CARNET DE NOTES ». *Labour* annonce un Camp d'études à Moëlan, en août. Nous souhaitons à *Labour* plein succès pour réaliser son programme. — 500 francs l'an à M. Raoult, 8, rue de la Herse, Saint-Malo - C.C.P. 1938-10 Rennes. (Polycopié.) — Au moment de mettre sous presse nous recevons le texte d'une affichette éditée par *Labour* : NANTES EN BRETAGNE. Cette déclaration du Groupe Socialo-Syndicaliste de l'Ouest et de Kelc'h Labour se termine en ces termes : « Nous déclarons solennellement que, avec son port, son système ferroviaire, son aérodrome : NANTES C'EST LA BRETAGNE et QU'IL N'Y A PAS DE VRAIE BRETAGNE SANS NANTES, première ville de Bretagne, et nous mettrons tout en œuvre pour faire triompher l'unité du Peuple Breton.

★ **AL LIAMM N° 73.** — L'ainée des revues bretonnes a toujours, malgré cabales et campagnes, bon pied bon œil. Dans ce numéro,

des textes des regrettés Saig ar Go et Jord ar Mée, une scintillante prose de Youenn Drezen, et la fin d'une belle nouvelle de Abeozen ; les chroniques habituelles et « Pajenn ar Re Yaouank ». — 1.200 F l'an. P. Le Bihan, 6, Domaine des Hocquettes, Suresnes (Seine) - C. C. P. 5349-06 Paris.

★ **PREDER, N° 6.** — Dans son sixième cahier, PREDER publie une étude de R. Jestin, spécialiste bien connu du sumérien : *Ar spered relijiel sumerek en e endro usvedel.* Il nous est agréable de pouvoir lire, en breton, l'opinion du célèbre traducteur des tablettes de Shuruppak, sur les conceptions métaphysiques des Sumériens. — Le cahier : 300 F. Abonnement : 1.000 F. Dr G. Etienne, Châteaulin. C. C. P. 16.093-13 Paris.

« C'est à tort que l'on a voulu en Europe séparer la culture de la politique.

Ici je ne citerai ni Cassirer, ni Malinowski. Qu'il me suffise de me référer au rapport du secrétaire général de la Société Européenne de Culture, pour le sixième congrès de la S. E. C. (30 septembre - 3 octobre 1956). Ce qu'il appelle la « politique de la culture » s'inspire de la vie des peuples pour orienter la politique ordinaire... On ne peut plus empêcher aujourd'hui « que s'identifient dans les consciences avec une évidence toujours plus grande les conditions de la culture et celles du pouvoir ». « Le pouvoir, dit Campagnolo, ressort effectivement de la culture. » Car « tout homme est culture ». Quand la masse résiste à « une justice devenue incapable d'assurer la solidarité sociale et de donner à l'homme la possibilité concrète de s'exprimer dans sa plénitude », alors cette masse qui résiste « prend aussi valeur de politique de la culture ».

Quant à nous, nous avons appris à nos dépens que la souveraineté politique est indispensable pour garantir à une culture sa personnalité et sa confiance en elle — et que sans souveraineté on ne peut assurer à une culture le rayonnement légitime de l'image qu'elle choisit de se donner au contact des autres cultures. »

ALIOUNE DIOP, LE MONDE (Libres Opinions)
10 octobre 1956.

Concours de traduction

Notre ami, l'écrivain F. ELIES, a bien voulu assumer la délicate tâche de juger les nombreux envois qui nous ont été faits. Il a attribué le prix à *A. HEUSSAFF*, qui pourra le réclamer à notre secrétariat. Voici ce que nous écrit Abeozen : « Eus ar poelladennoù n'eus ket un unan hep perzhioù mat. Evit o renkañ eo bet ret teurel evezh ouzh niver bras pe vrasoc'h an tammoù gwan e pep poelladenn ». Parmi les meilleures traductions, Abeozen note encore celles de Per Even, A. Geffroy, an Ao. Cadoret, R. Chevalier ha Y. B. Boucher. Nous remercions tous les compatriotes qui ont bien voulu nous envoyer leurs traductions et leur souhaitons bonne chance pour le texte n° 2.

Devant le succès du concours, nous avons décider de décerner cette fois-ci deux prix : 1er prix, *Sketla Segobrani*, 3 volumes ; 2e prix, *Aquis Submersus*, de T. Storm. Ces prix seront attribués par l'écrivain et grammairien F. Kervella-Kongar que nous remercions, ainsi qu'Abeozen, pour son aide bienveillante. D'autre part, les cinq premiers concurrents à faire parvenir leur texte à notre secrétariat recevront gratuitement, et par retour, un exemplaire de *Ar Pesk Aour*, le roman de Féval traduit par R. Hemon.

Voici maintenant le texte n° 2 :

« La langue d'un peuple est le produit spontané de son esprit. Elle varie dans la même mesure que le peuple varie lui-même : elle est, à chaque point du temps, la résultante mobile de ses facultés natives, de ses vicissitudes passées, de ses dispositions présentes. Une langue résume un peuple tout entier, elle est ce qui lui appartient le plus en propre. C'est un moule qui reçoit l'empreinte du caractère distinctif d'une nation, et qui, à son tour, imprime peu à peu ce caractères aux esprits qui y enferment habituellement leurs pensées. Aussi est-ce un spectacle singulier et triste que de voir les Irlandais accuser et maudire l'Angleterre presque toujours dans la langue de l'Angleterre même. C'est à un instrument créé par le génie saxon qu'ils essaient de faire dire les louanges du

génie celtique. Qu'ils y prennent garde ! On ne saurait se mettre ainsi impunément en communion de tous les instants avec ce qu'il y a de plus vivant dans l'âme d'une race étrangère. On ne coule pas impunément ses pensées dans un moule pris sur une pensée ennemie.

Tant qu'un peuple vaincu parle une autre langue que son vainqueur, la meilleure part de lui-même est libre encore. Sa vie nationale garde un inexpugnable asile et l'esprit étranger reste sans action sur lui. Son corps peut être enchaîné, mais son intelligence et son âme échappent à la servitude. Si, au contraire, il a adopté la langue de l'envahisseur, il est conquis moralement, et peu importe que la conquête matérielle suive ou non l'autre de près. »

CHARLES DE GAULLE, 1865.

(*Adresser la traduction à notre secrétaire :* R. Pennek, 132, rue de Verdun, Brest.)

« Jetant un regard en arrière sur le chemin que j'ai suivi, je puis honnêtement déclarer que je n'ai jamais eu à regretter d'avoir pris le sentier droit et escarpé du devoir et, dois-je ajouter, je ne me suis jamais laissé aller à la tentation d'essayer la voie apparemment la plus facile sans avoir plus tard quelque raison de le regretter. »

KEIR HARDIE
(*cité dans* KEIR HARDIE, *by Emrys Hughes*, 1956)

Les bonnes lectures...

(L'auteur décrit une école d'enfants de troupe.)

« Ces monstrueux enfants, crânes boursouflés, fronts réduits prunelles éteintes, oreilles larges et pendantes, jambes torses ou, par contraste, anguleux et filiformes jusqu'au rachitisme, tous semblaient déjà prêts à jeter l'épouvante dans les casernes futures.

Les Bretons abondaient, presque tous pupilles de la nation. Restées seules avec leurs gosses, les mères — quel bénéfice ! — s'étaient empressées d'ajouter un additif au matyrologue familial. Le père mort pour la patrie, il convenait de mettre du côté de l'enfant les mêmes et sublimes chances. Un héros, voilà qui compte dans un foyer. Deux héros, on touche à l'apothéose, à la consécréation définitive. Et n'est-ce pas, en somme, pour un Breton ambitieux, l'unique méthode : s'embarquer au jour J sous le seyant uniforme et prisé de toutes les filles ?...

...Peu doués, obtus généralement, ils souffraient en classe et n'iraient pas bien avant dans la carrière. Le mirage serait cependant complet. Matelot ou amiral, les femmes et les photographes ont pour ces gens du même bord des sourires identiques... »

Yves GIBEAU.
« ALLONS Z'ENFANTS »,
Editions du Livre de Poche, p. 112.

RÉÉDITION **pour vos enfants**

LES LOUPS DE COATMENEZ

récit d'aventures

— *180 francs* —

BOUESSEL DU BOURG
38, av. Emile-Zola, PARIS
C.C.P. 14.350-33 Paris

On nous écrit...

★ 12-V. — « J'ai lu ce numéro avec beaucoup d'intérêt et suis heureux de vous voir relever le flambeau de l'idée bretonne, celle que je considère avec vous comme la vraie, l'idée nationale. Admettons que ce soit, en définitive, un idéal plutôt qu'une idée, voire un idéal romantique, il n'en représente pas moins une notion de vérité et un concept de justice... Depuis B. A. (et H. B.) nous n'avions plus rien qui vaille. Il faut donc vous savoir gré de votre entreprise et en souhaiter le succès et l'extension, qui dépendront surtout de la façon dont elle sera menée par ses dirigeants. Evidemment, les conditions actuelles de périodicité (trimestrielle) et de prix n'apparaissent pas, à première vue, comme très favorables à la diffusion de la revue. Il faudrait trouver une formule plus vivante, plus accessible, plus populaire... »

C. L. M. E.

★ 11-V. — « Les jeunes ont apprécié les extraits de l'Abbé Perrot et l'article sur Debauvais, qui est pour beaucoup une révélation. Beaucoup de ceux qui s'occupent du Mouvement sont avides de savoir ce qu'il en fût et avant la guerre et pendant la guerre.

Le pour : de l'élan, de l'intérêt, de la vie, une lacune qu'il fallait combler, une franchise de position qui sera appréciée, articles de qualité.

Le contre : un peu maigre pour un numero de revue. Il serait souhaitable d'arriver à 80 pages et... sans hausse de prix ; car nettement trop cher pour les jeunes bourses. »

J. C.

Nous créons un abonnement à tarif réduit pour les étudiants et militaires.

★ « Ur menoz mat eo bezañ krouet an dastumadenn-se ; diouer a oa anezhi, a dra sur, rak evel ma lavarit, n'eus bremañ nemet kelaouennoù abostolerezh, ha zoken hini ebet o tifenn ar menoz broadel. Gant ar galleg e tizho muioc'h a dud. »

P. P.

★ 24-IV. — « D'ho trugarekaat em eus evit bezañ kaset din *Ar Vro*. Da gentañ, ouzh he degemer hag o welout an anv, e soñjen e oad oc'h advuheziñ « Ar Vro » gozh netra nemet evit ober bruderezh evit al lennegezh, hag e soñjen e oa poent lakaat harz war ar c'hresk e niver hor c'helaouennoù — peogwir, evidon da vihanañ, ne zeuan ket a-benn da goumanantiñ da gement hini. Padal un erv nevez eo a zo boulc'het amañ. Brav-tre. Gourc'hemennoù kalonek *hag* ur chekenn evit va c'houmanant-bloaz. »

A. H.

★ 4-V. — « Reçu entre temps votre excellent n° 1 d'*Ar Vro*, nouvelle série. L'article sur Debauvais, passionnant pour moi. »

M. J.

★ 23-IV. — « Plijet kenañ on bet gant *Ar Vro* en he stumm nevez. Kerseet un tammig gant ar re a c'halleg e-keñver ar brezhoneg ; met leun a levenez dirak an danvez a weler en diwezh en hor bro dirak daoulagad ar brenerien. Dibab dreist, hini Fañch Debauvais. Forzh pegen kalonek, oberiant, ha skouerius eo bet Y. V. Perrot, n'edo ket e-unan er stourm, ha meuleudioù a dlee bezañ kavet evit ar re all ivez, en o zouez, en o fenn kentoc'h, Frañsez Deb. »

R. J.

★ 3-V. — « A mon retour à Paris, j'ai trouvé *Ar Vro*. Nous venons d'en terminer la lecture et je suis heureux de vous féliciter bien sincèrement. L'étude sur notre vieux et cher Deb. est parfaite et évoque de façon si vivante toute cette période des débuts du Mouvement qui nous mena si près de la réussite. »

M. G.

★ 20-IV. — « On m'a déjà demandé de m'abonner à bien des revues bretonnes, telles que : An Tribann, Ar Bed Keltiek, Ar Falz, Argoad, Arvor, Barr-Heol, Bleun-Brug, Breiz, Breiz Santel, Bro-Gwened, Brud, Dalc'homp, Hor Yezh, Labour, Preder, Skol, Skol-Hañv, Sturier Bleimor, Trede Diskuliadur, Wanig, War-raok, Yaouankiz. Je n'ai ni le temps de les lire, ni l'argent pour les acheter. J'ai donc choisi de me limiter à *Al Liamm* et à *L'Avenir*. »

(Notre compatriote aurait pu évidemment plus mal choisir. Mais qu'il nous permette de lui dire : la mariée est trop belle ! *Arvor* a disparu voilà 15 ans ; *Argoad*, au fait, comment s'y abonner ? ; *Bro-Gwened* ne paraît plus (semble-t-il) ; *Dalc'homp* est gratuit ; *Skol-*

Hañv n'est plus qu'une feuille de nouvelles, et quant à *Trede Diskuliadur*, son directeur accepte les abonnés, mais pas les abonnements !)

★ 21-V. — « J'ai reçu *Ar Vro*. Très bien rédigé et très bien présenté. Félicitations... Je lui ferais toutefois un petit reproche, j'ai peur que son prix soit un peu élevé pour les petites bourses. »

Dr. G.

★ 16-IV. — « Laouen on bet o tegemer niverenn gentañ *Ar Vro* giz nevez. Ar stumm a zo aes ha moulet mat eo. Spi am eus e vo tu d' ober labour vat gantañ. Ur frealz eo gwelout seurt kelaouenn. »

Y. O.

★ 2-V. — « Nous ne devons donner aucun prétexte aux séparatistes nantais pour étendre leur influence. D'autre part, la question des frontières de la Bretagne au sud de la Loire est suffisamment vaseuse pour nous permettre de ne pas transformer le tracé actuel des limites de la Loire-Atlantique en une « ligne bleue des Vosges », Déroulède à l'appui. Par ailleurs, je connais un certain nombre de gaziers, originaires de Château-Gontier ou de la Croixelles, qui tirent le chapeau aux Bretons d'une manière plus ou moins consciente. »

P. N.

★ 15-V. — M. L. V. Millarden, de Dublin, nous demande d'insérer : « Je viens d'avoir connaissance d'un article dans votre revue, édition de Pâques 1959, où mon nom est mentionné. Je dois rectifier l'impression erronée qui y est donnée en ce qui me concerne. Le fait que j'ai pris résidence en Irlande, il y a près de trente ans, n'était associé avec aucune idée politique et mes raisons étaient entièrement personnelles. Avec mes sentiments les meilleurs. »

L. V. M.

On trouve actuellement sur le marché, parfois livré avec plaquette polycopiée, un disque intitulé *Soniou Breiz*, contenant le beau chant de Kerlann, *Deus ganeomp war an hent bras*, sur un air écossais. Ce chant est reproduit sans nom d'auteur et profondément remanié. Kerlann nous écrit à ce sujet :

★ 29-IV. — « Tremen poent eo lakaat bec'h war ar genvroiz a zistumm, a gemm, a « renk » oberennoù ar re all. E Bro all ebet, moarvat, nemet e Breizh e ve, ne vefe graet kemend-all. Biskoazh n' em eus roet aotre da adkempenn komzoù « Deus ganeomp war an hent bras »... Biskoazh, evit kanaouennoù all em eus savet, n' eo bet graet an enor din da c'houlenn, neket embann embann anezho hag ober pladennoù sonskriverezh ganto... met kemm ha treuzfurmiñ (ar ger « treuz » amañ e-barzh a zere, evit gwir !) en un doare divalav ar c'homzoù em eus me lakaet er penn kentañ. Gwashañ pezh a zo, alies e welan va anv dindan komzoù n' em eus ket skrivet ! Souezhet on bet, un devezh, o welout e oa lakaet war va anv ur poz a-bezh, ijinet gant piv ? « Warc'hoazh lugerno tarzh an deiz, Ouzh beg hor fuzuilhoù. » Pebezh den brezelgar, ar C'herlann-se !... Chomet on peoc'h betek-hen, a-walc'h a zrailh a zo evel-se gant ar Vretoned. Allaz, ne furaer ket evit keloù-se ! »

On trouvera les paroles exactes de *Deus ganeomp* dans « Warraok », *20 chansons de route*, 1942.

KENDALC'H ETREKELTIEK EDINBURGH

Ar C'hendalc'h Etrekeltiek a vo graet er bloaz-mañ e DIN-EDIN (Edinburgh) eus an 10 d' ar 15 a viz Eost. — Prezegennoù, bodadegoù, studiadennoù ha baleadegoù e lec'hioù brudetañ Bro-Skos. — Dileuridi breizhat a vo degemeret evel kustum.

Ar re o defe c'hoant mont, skrivent ar c'hentañ ar gwellañ da Per DENEZ, Le Ris, Ploare, *Douarnenez*. Gantañ e vo roet dezho an holl ziskleriadurioù o deus ezhomm.

TOUR D'HORIZON

ÇA CONTINUE.

On licencie aux faïenceries quimpéroises : 33 licenciements prévus chez H B, une vingtaine chez Henriot, 5 chez Keraluc.

A Saint-Rivalain, presque Melrand, la papeterie spécialisée dans la fabrication du papier kraft ferme ses portes : 54 ouvriers sans emploi.

Il paraît que le projet d'usine marémotrice de la Rance n'est pas abandonné. On est heureux de le savoir. Ce sera sûrement quelque chose de bien puisqu'on y travaille depuis 1942 et que sa réalisation n'est même pas prévue au programme de 1962. *Vingt ans après !*

Evidemment, nous ne sommes pas prioritaires : les milliards vont au « recasement » des Algériens déplacés (contre leur gré), au plan de Constantine, au Sahara, à l'irrigation du Languedoc, etc...

MIRAGES !

A propos du Sahara :

« Il existe des réalités qui pourraient réduire à néant les rêves péniblement échafaudés par les pionniers français. La première, c'est la sursaturation du marché pétrolier mondial ; la seconde c'est la guerre... Le réseau français de commercialisation de l'essence (qui vend sous l'appellation TOTAL) ne vient qu'en troisième position sur le territoire français lui-même... Les Scandinaves alarment déjà les producteurs occidentaux en offrant du pétrole soviétique au-dessous du prix mondial... Le coût d'un puits saharien varie entre 500 et 1.000 millions de francs. Des pétroliers américains affirment que leur pétrole pourrait être livré à la France à un prix plus bas que celui que les Français paient pour le tirer du Sahara... »

W. R. BYRON, *New York Herald Tribune*
cité par *L'Express*, 21 mai.

PROTESTATIONS BRETONNES.

Les Bretons commencent heureusement à prendre conscience de la situation qui leur est faite. A ce propos, nous nous devons de publier de larges extraits du vœu adopté par le Conseil Général du Finistère (voir la presse du 22 mai), sur proposition du Dr Jacquin : « Considérant la crise économique grave qui, dans la Bretagne en général et dans le Finistère en particulier, touche en même temps l'agriculture, la pêche, l'industrie, le commerce, le tourisme et l'artisanat ; considérant que la raison principale de cet état de fait catastrophique pour toute notre économie régionale est notre non-équipement dans tous les domaines..., dont voici des exemples : ...l'électrification du réseau ferré de l'Ouest s'arrête au Mans depuis 1939... ; absence de routes modernes... ; le minerai d'uranium abonde, mais il n'est pas envisagé en Bretagne d'installation d'une centrale fonctionnant à l'uranium : les seules existantes sont à Marcoule et à Chinon... ; le gaz de Lacq ne dépasse pas Nantes... ; la réalisation de l'usine marémotrice de la Rance est ajournée sine die... ; le courant électrique dans le Finistère est au tarif le plus élevé dans la France entière... ; aucune industrie digne de ce nom, avec comme conséquence inéluctable chômage ou émigration... ; aucun développement culturel possible... ;

Le Conseil Général du Finistère exige donc que nos compatriotes soient traités dorénavant comme des « Français à part entière ».

On doit féliciter les membres du Conseil Général du Finistère d'avoir protesté sur un ton aussi ferme et d'avoir affirmé leur dévouement à tous leurs compatriotes de Bretagne.

FRANÇAIS A PART PLUS QU'ENTIERE.

Le Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale vient de publier une brochure très soigneusement rédigée par M. A. Le Grand, sur les déportations dans le Finistère. La proportion des déportés est de 3 pour 2.000 habitants, plus qu'aucun autre département, nous dit-on. Ce chiffre, mieux qu'un long discours, illustre le légendaire courage des Bretons. Le commentateur du *Télégramme de Brest* écrit que c'est aussi « le plus bel éloge que l'on puisse faire du patriotisme et des sentiments français des Bretons ». Evidemment, évidemment : pourquoi insister ainsi ?

Il serait souhaitable que l'Histoire de la guerre dans le Finistère soit maintenant complétée par une étude tout aussi soigneuse sur les assassinats, exécutions et emprisonnements de patriotes bretons.

COMME L'ANNEE DERNIERE ?

La vente des artichauts, principale ressource de milliers de petites fermes du Nord-Finistère, s'avère désastreuse : 30 francs le kilo. Les producteurs demandent une réduction des tarifs S.N.C.F. et une aide à l'exportation. Les obtiendront-ils, et quand ? S'il s'agissait de vin !

Au fait, combien se vend l'artichaut à Paris ?

VIN OU MACHINES.

La Suisse (5 millions d'habitants) exporte dix fois plus de machines-outils vers la zone dollar que la France.

Entre 1951 et 1956, l'Etat a distillé 30 millions d'hectolitres de vin. Le litre d'alcool est payé 132 francs par l'Etat, qui le mélange ensuite à l'essence (prix de revient : 18 francs le litre) ou le revend sur le marché mondial au prix de 9 francs 20.

ON INTEGRE.

Les postes de télévision vendus en Algérie sont munis d'un dispositif appelé « décodeur ». Cette sorte de commutateur permettait d'entendre la même émission soit en arabe, soit en français. Permettait, dis-je, car il y a maintenant ce que l'on appelle pudiquement une « querelle du décodeur » ! Ce qui veut dire, en termes clairs, que les doublages en arabe ont été supprimés.

Ça donne espoir pour l'enseignement du breton !

NATIONALITES EUROPEENNES.

Par le truchement de son secrétaire, M. Skadegaard, l'Union Fédérale des Communautés Ethniques Européennes a soumis, le 24 avril, à l'Assemblée du Conseil de l'Europe la proposition suivante :

« L'Assemblée :

Compte tenu des renseignements dont elle dispose déjà concernant la situation des minorités nationales dans les pays affiliés au Conseil de l'Europe ;

Considérant que ces minorités doivent bénéficier du maximum de protection ;

Charge sa commission juridique d'étudier la possibilité de compléter la Convention des Droits de l'Homme par un protocole garantissant les droits et les privilèges des minorités nationales. »

JOZ YANN GOURLET.

Depuis un an, un patriote breton, qui s'est librement constitué prisonnier, attend d'être jugé. Sa femme et ses deux enfants sont dans la plus noire misère. Il faut secourir sa famille. Il faut obtenir sa libération. En Irlande, des personnalités comme Dan Breen, député, célèbre commandant I. R. A. de la guerre de libération, sont publiquement intervenues pour lui. Il faut créer un Comité de Défense Joz Yann Gourlet. Envoyez vos don à Morvan Duhamel, 43, avenue Emma, La Celle Saint-Cloud (Seine-et-Oise).

BECASSINERIES.

La Maison Vogue met en vente, sous le n° EPS 1262, un disque intitulé *Aimable en Bretagne*, dans lequel M. Aimable interprète un « Bro Goz Mazadou » décrit comme « folklore-valse ».

Quant à la librairie Saffroy, Paris, elle offre dans son catalogue n° 12 : « Patois de Brest : Marvaillou Grac'h koz gant Milin ». Tout simplement.

RADIO LIBRE GALLOISE.

Depuis le 25 mars, un poste clandestin gallois émet tous les jours, de 15 à 20 minutes, sur la longueur d'ondes de la Télévision britannique. Cinq autres postes, dit-on, seraient en construction. Des milliers d'auditeurs prennent l'écoute chaque soir pour entendre les commentaires de « Mr. Jones ». Certaines de ses émissions ont été reprises par la Télévision américaine, et de nombreux journaux, tel le célèbre *Time* américain, lui ont consacré des articles.

EISTEDDFOD.

On sait que l'Eisteddfod est, chaque année, la grande semaine de la culture galloise. Règle : seule la langue galloise y a droit de cité. Le Comité local ayant décidé d'inviter la Reine Elisabeth à présider une journée de l'Eisteddfod, qui doit se tenir en 1960 à Cardiff, huit membres dirigeants ont décidé de démissionner. Parmi eux : le directeur du célèbre Musée du Peuple Gallois et trois professeurs d'université.

LES COMMUNISTES ET LE PAYS DE GALLES.

Le Conseil Gallois du Parti Communiste Britannique vient de voter la motion suivante : « Le Pays de Galles forme une nation. Il a sa propre histoire, son propre patrimoine, sa propre culture. Aujourd'hui le Pays de Galles doit faire face à des problèmes particuliers, et peut voir s'ouvrir à lui une ère d'expansion qui lui permettra d'offrir à son peuple un avenir économique et social assuré. Mais seul un parlement indépendant peut l'assurer de cet avenir... »

Bel exemple pour les communistes bretons.

ENSEIGNEMENT.

Les Gallois ont maintenant 38 écoles primaires où tout l'enseignement est donné en gallois. Rien d'étonnant si une délégation sorbe vient de passer une semaine d'études à Cardiff.

Les Sorbes, ou Wendes, sont une minorité slave d'Allemagne de l'Est. 150.000 personnes. Leur langue était presque éteinte en 1945. Ils ont maintenant 450 instituteurs en langue sorbe, une école normale et une section universitaire rattachée à l'Université de Leipzig.

Au fait, que devient cette délégation bretonne qui « devait » se rendre en Galles étudier les problèmes du bilinguisme ?

AUTONOMISTES.

Le 19 mai, les autonomistes valdotains, alliés aux partis de gauche, ont obtenu la majorité des sièges au Parlement du Val d'Aoste.

Le 28 avril, le Congrès National Wallon, après avoir siégé deux jours à Liège, a réclamé pour la Wallonie Belge l'autonomie « seul remède à ses difficultés ».

ECOSSE.

Aux récentes élections municipales, le Parti National Ecossais a présenté deux candidats à Stirling : l'un d'eux est passé

avec 1.060 voix (majorité de 719) et l'autre a été battu par 26 voix seulement. Les nationalistes écossais ont maintenant 3 conseillers à Stirling. Un candidat du Congrès National Ecossais a obtenu 1477 voix à Ruchill et un nationaliste indépendant a eu 485 voix à Inverkeithing.

Les nationalistes ont d'autre part désigné cinq de leurs candidats aux prochaines élections générales.

IRLANDE.

M. De Valera a décidé de libérer les 250 internés républicains qui étaient encore emprisonnés au Camp de Curragh : la campagne en faveur des internés de l'I. R. A. recevait un gros appui populaire.

A Whitegate, près de Cork, vient d'entrer en service une raffinerie qui couvrira pendant de nombreuses années tous les besoins irlandais en produits pétroliers. Coût : 10 milliards ; durée de la construction : 18 mois ; capacité de production : 2 millions de tonnes.

FLANDRE.

Le professeur Frans Daels, condamné à mort en 1944, vient d'être gracié et libéré, après une tumultueuse campagne flamande pour l'amnistie. On peut lire la biographie du Professeur Daels dans *Al Liamm*, n° 68, Juin 1958.

PAYS BASQUE.

Neuf patriotes basques, inculpés d'avoir reconstitué une organisation syndicale nationaliste, passent actuellement en jugement à Saint-Sébastien. Parmi eux figurent un ancien député et un avocat.

PAYS DE GALLES.

Les nationalistes ont remporté de beaux succès aux élections municipales. A Ammanford, M. Myrddin Lloyd est passé en tête, battant le candidat du Labour Party. Dans la vallée minière du Rhondda, il s'en est fallu de 27 voix que le nationaliste, M. Glyn James, batte le candidat travailliste. Tous les conseillers nationalistes, sauf un, ont été réélus.

Le Parti Gallois, qui a présenté 11 candidats aux élections législatives en 1955, en a déjà désigné 17 pour les très prochaines élections générales, et compte en présenter plus d'une vingtaine, dont l'Alderman Gwynfor Evans, président du Parti.

BREST.

La fête de saint Yves, Patron de la Bretagne, a été marquée, à Brest, par une messe célébrée en la paroisse Saint-Marc, le dimanche 24 mai.

L'église était comble et les fidèles suivirent avec attention l'explication de la messe et la prédication, données en breton. Des feuilles polycopiées avaient été distribuées à l'assistance qui chanta avec joie les cantiques bretons trop souvent délaissés.

Souhaitons que toutes les villes de Bretagne suivent l'exemple de Brest. La fête de saint Yves doit devenir une grande fête bretonne et — pourquoi pas ? — une fête chômée.

PLEBISCITE ECOSSAIS.

Au moment de mettre sous presse, nous recevons les résultats de la consultation organisée à Peebles par la *Scottish Plebiscite Society*. 75,41 % des électeurs ont pris part au vote (électeurs : 4.080). 16 % d'entre eux (491) se sont déclarés pour un Parlement écossais totalement indépendant ; 66 % (2.001) se sont déclarés en faveur d'un Parlement écossais dont la compétence serait limitée aux affaires intérieures écossaises ; 13 % (402) se sont déclarés adversaires de tout Parlement autonome. Des plébiscites semblables sont en cours à Banff et à Lanark.

NOTE IMPORTANTE :

AR VRO vient de créer, pour nos compatriotes étudiants ou militaires, un abonnement à tarif réduit de **600 francs.**

D'autre part, **AR VRO** crée également, pour nos compatriotes plus aisés, un abonnement à 1.500 francs, qui donne droit à la revue imprimée sur **beau papier.** Les abonnés qui désireraient profiter de cette offre peuvent nous envoyer le complément d'abonnement quand ils le désireront.

L'abonnement ordinaire reste fixé à 1.000 francs.

M. DESBORDES, 14, rue Colbert, Concarneau
C. C. P. 1439-79 Nantes

Imprimerie "La Mouette" - La Baule
Dépôt légal : 2e Trimestre 1959
N° inscription C. P. P. P. 36.528
Le Directeur-Gérant : P. Denis

VIENT DE PARAITRE :

★ MERVEL DA VEVAN
Mister kristen gant Yann-Fr. AR GO.
53 pajenn liesskrivet.

★ OTELLO pe MAOUR VENEZIA
gant SHAKESPEARE, troet gant M. KLERG.
59 pajenn liesskrivet
publié par *Levraoueg Barr-Heol.*
300 francs l'exemplaire : C. C. P. 917-64 Rennes.
Abbé Le Clerc, recteur de Buhulien (Côtes-du-Nord).

VIENT DE PARAITRE :

★ GWENNIG HA GWENOLA.

★ KISTINENN.

Deux nouveaux titres (nos 11 et 12) dans la délicieuse collection de livres illustrés pour enfants éditée par AL LIAMM.
200 francs l'exemplaire : C. C. P. 1499-51 Rennes.
P. Denis, Le Ris, Ploaré, Douarnenez.

A PARAITRE EN JUILLET :

Leçons d'ABEOZEN *sur le BARZAZ-BREIZ*
professées à la SKOL-UHEL E. ERNOD

NOTENNOU EVIT STUDI BARZAZ-BREIZ

gant F. Eliès

Etudes critiques et littéraires sur les plus importants des chants du Barzaz

Le cahier n° I est actuellement sous presse : 300 francs

Edité par PREDER — C. C. P. 16.093-13 Paris
Dr ETIENNE, Maen ar Ya, Châteaulin (Finistère)

Abonnement aux 4 cahiers de Preder : 1.000 francs

SOUS PRESSE :

L'HISTOIRE GENERALE DES LANGUES CELTIQUES

par Arzel Even
lecteur à l'Université Galloise

ISTOR AR YEZHOU KELTIEK

Le livre I, de 300 pages, avec cartes, sera mis en vente incessamment : 600 francs

(400 F seulement pour les abonnés d'*Hor Yezh*)

G. ETIENNE, Châteaulin — C. C. P. 1162-91 Rennes

EN SOUSCRIPTION — **700 pages**

réédition en offset du

BARZAZ BREIZ

de Hersart de la Villemarqué

Prix de souscription : 1.250 francs franco

ENTENTE CULTURELLE BRETONNE
3, rue Francis-Garnier, Paris (17e) — C.C.P. 9792-77 Paris
TEXTE INTEGRAL

PRENIT LEVRIOU

Ar Bibl Brezhonek

UN DROIDIGEZH RIK EN UR YEZH DISI

— *Aviel Sant Mazhe*, 450 lur
— *Aviel Sant Mark*, 400 lur
— *Aviel Sant Yann*, 400 lur
— *Diskuliadur Sant Yann* (an Apokalips), 300 lur
— *Levr ar Furnez*, 300 lur
— *Koheleth*, 200 lur
— *Habakouk, Hobdia, Yoel, Yona*, 300 lur

Nevez-embannet : AVIEL SANT MARK, troidigezh gant M. Klerg, notennoù gant Maodez Glanndour. - 400 lur.

Da vezañ embannet hepdale AVIEL SANT LUKAS

Hor prizioù a zo *franko*
Goulenn hor levrioù digant :
Mlle ST GAL DE PONS
Louannec, par Perros-Guirec
C. C. P. 519-40 Rennes

ARZEL EVEN

Istor ar Yezhoù Keltiek

LIVRE 1 — 300 pages

Un ouvrage qui fait honneur à la langue bretonne

En souscription jusqu'au 30 juin : 600 francs

(Abonnés d'*Hor Yezh* : 400 F)

G. ETIENNE, CHATEAULIN
C. C. P. 1162-91 Rennes

La Bretagne réelle

TRIBUNE LIBRE DU MOUVEMENT BRETON

Provision : 700 *francs* pour 10 numéros

Abonnement d'essai à 10 nos : 400 francs

Jeunes : demi-tarif

La Bretagne Réelle
Merdrignac (C.-d.-N.)
C.C.P. 754-82 Rennes

Pour apprendre le breton

une seule adresse :

SKOL OBER

M. GOURLAOUEN
30, rue Victor-Hugo
DOUARNENEZ

SKOL OBER prépare aussi l'examen du *Trec'h Kentañ*
Cours gratuits — 30 ans d'expérience